

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية
RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE



المصنف الوطني للخبراء المحاسبين
ⵜⴰⵎⴰⵔⴰⵏⵜ ⵜⴰⵎⴰⵔⴰⵏⵜ ⵜⴰⵎⴰⵔⴰⵏⵜ | ⵔⵉⵎⴰⵔⴰⵏⵜ ⵜⴰⵎⴰⵔⴰⵏⵜ
Ordre National des Experts Comptables

Les cahiers de l'expert-comptable

REVUE PERIODIQUE N°01

L'EXPERT-COMPTABLE
UNE COMPETENCE AU CŒUR DE LA
GOUVERNANCE DES ORGANISATIONS

29, 30 JANVIER 2020
ORAN, Hôtel Sheraton

المؤتمر
6
Congrès



www.cn-onec.dz



+213 021 241 692

+213 021 247 665



contact@cn-onec.dz

Janvier 2020





ÉDITORIAL

Par Khaled BELLOUL, Expert-comptable, Commissaire aux comptes



MOT DU PRÉSIDENT

Par Rabah TAFIGHOULT, Expert-comptable, Commissaire aux comptes
Président du Conseil National de l'Ordre National des Experts Comptables



LE RÔLE DE L'EXPERT-COMPTABLE EN TEMPS DE RÉCESSION ÉCONOMIQUE

Par Mohamed HAMDJ, Expert-comptable, Commissaire aux comptes



«L'EXPERT-COMPTABLE DANS LA GOUVERNANCE DES ORGANISATIONS»

Par Chakib BOULAHDOUR, Expert-comptable, Commissaire aux comptes



LA NOUVELLE LOI ORGANIQUE RELATIVE AUX LOIS DE FINANCES

Par Essadek ABDELOUAHAB, Expert-comptable, Commissaire aux comptes



LE RAPPORT SPÉCIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES RÉSULTATS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

Par Mohamed ZAATRI, Expert-comptable, Commissaire aux comptes



HISTORIQUE DE LA PROFESSION D'EXPERT-COMPTABLE EN ALGÉRIE

Par Lamri DJOUIMAA, Expert-comptable, Commissaire aux comptes



NÉCESSITÉ D'INTÉGRATION DE LA COMPTABILITÉ GÉNÉRALE ET DE LA COMPTABILITÉ ANALYTIQUE POUR UNE MEILLEURE GESTION DE L'ENTREPRISE

Par Dr Saheb BACHAGHA, Expert-comptable, commissaire aux comptes



AMÉLIORATION DE L'APPLICATION DES NORMES DU SCF

Par Kaloum BOUFELDJA, Expert-comptable, Commissaire aux comptes



LA PROFESSION LIBÉRALE, SACRIFIÉE PAR LA LOI DE FINANCES 2020

Par Khaled BELLOUL, Expert-comptable, Commissaire aux comptes

ACTIVITÉS : RAPPORT DE SYNTHÈSE ET RECOMMANDATIONS SUR LES TRAVAUX DU 5^e CONGRÈS DE L'ORDRE NATIONAL DES EXPERTS-COMPTABLES

Page

02

05

06

08

11

14

18

24

27

31

36

Editorial

Chères consœurs, chers confrères

Chaque métier, profession, organisation, corporation se sent dans l'obligation de communiquer avec ses adhérents, son public, son environnement. Pouvions-nous rester dans notre tour d'ivoire et être hermétique à l'échange d'idées, véhicule d'enrichissement et de développement personnel et professionnel ? assurément non ! comme le montre notre volonté de créer cet espace de communication à travers l'édition de «*Les Cahiers de l'Expert-Comptable*».



Dans ce premier numéro, nous avons le plaisir d'offrir à tous les participants qui nous ont fait l'honneur d'assister à notre congrès, les contributions que les auteurs, experts-comptables ont bien voulu partager avec nous.

Ce congrès, sixième du nom, placé sous le thème «l'Expert comptable, une compétence au cœur de la gouvernance des organisations», veut montrer l'ambition de l'expert de se placer au centre des débats majeurs du management.

C'est ainsi que l'expert-comptable nourrit la réflexion sur tous les sujets se rapportant à la gouvernance des entreprises et des organisations en général, et ceci à travers des contributions portant sur la crise financière, l'amélioration de la maîtrise des normes financières, l'intégration de la comptabilité analytique en tant qu'outil de gestion, les rapports spéciaux notamment les résultats des cinq derniers exercices et la loi organique relative aux lois de finances.

Une rétrospective de la profession à travers son évolution ainsi qu'une synthèse suivie de recommandations clôturent les articles proposés.

Nous mettons en lumière ce qui a été écrit par nos confrères, qu'ils ne nous tiennent pas rigueur si nous avons par clause de style, entaché la fidélité des propos dans cet édit. Rassurez-vous, les articles sont reproduits «ne varietur».

Ainsi, le premier article, tout de go, nous rappelle que nous traversons depuis 2014 une crise financière due à une diminution drastique des moyens de paiements, qui s'est muée en crise économique avec le ralentissement des activités tous secteurs confondus, situation qui amène notre confrère **Mohamed HAMDI** à se poser la question du rôle de l'expert-comptable en temps de récession économique. Il énonce qu'en la circonstance, l'expert-comptable de par sa maîtrise approfondie des données financières et économiques, est en mesure de trouver les solutions les plus adaptées à la situation.

Notre confrère **Chakib BOULAHDOUR** nous plonge dans la thématique de notre 6^e congrès et développe l'articulation et les liens entre la gouvernance des organisations et les compétences de l'expert comptable qui selon lui ne sont plus limitées à la sphère comptable et financière, mais ont évoluées avec les entreprises et les modèles d'organisation et de gouvernance pour en faire un acteur incontournable pour l'amélioration des performances et l'atteinte des objectifs des entreprises et des organisations quelques soit leur nature et leur envergure.

Notre confrère **Essadek ABDELOUAHAB**, nous déterre un texte, pourtant récent, mais passé un peu inaperçu malgré son caractère de loi organique.

Il s'agit de la loi-cadre du 2 septembre 2018 organisant les lois de finances, que le rédacteur qualifie de constitution financière qui vient remplacer celle de 1984, qui ne pouvait répondre à la problématique de la gestion moderne des finances publiques. En effet, au moins trois séries de questions sont posées en termes d'engagement des dépenses, de résultat attendu et de maîtrise des coûts.

C'est la réforme de la comptabilité de l'Etat, à travers le New management public, qui est consacrée par ce dispositif décliné dans cette contribution de notre confrère

Parmi les rapports spéciaux que rédige le commissaire aux comptes à l'occasion de son rapport annuel de certification, Monsieur **Mohamed ZAATRI**, s'est intéressé à celui traitant des résultats des cinq derniers exercices.

La problématique qu'il soulève est «dans les cinq exercices, l'exercice objet du rapport en fait-il partie ?» et pour cela, Il s'attache à examiner les textes en rapport en rappelant la disposition de la loi 10-01 du 29 juin 2010 dans son article 25, et le code de commerce sur le même sujet.

Oui, cette question fait débat et s'en saisir pour tenter d'y répondre, fait le mérite de cette contribution dont la conclusion de l'auteur nous est livrée dans le corps de l'article in fine.

Monsieur **Lamri DJOUIMAA**, saisit la veille de la nouvelle année pour nous livrer une large rétrospective de la profession d'expert-comptable en Algérie, en marquant un arrêt à chacune des périodes clefs de son évolution.

Il termine, par un vœu que nous partageons, et c'est bien le moment d'en exprimer, qui consiste à voir la présence de l'expert-comptable en qualité de conseil au niveau des entreprises publiques économiques, ministères, wilayas, communes, cours de justice, universités et plus généralement des structures administratives.

Nous emboîtons le pas à notre confrère pour relever avec quelque satisfaction que les pouvoirs publics ont déjà montré leur volonté d'impliquer l'expert-comptable, en lui confiant la présidence de toutes les commissions régionales de recours des impôts.

Nous sommes convaincus qu'il s'agit d'une première expérience, qui selon les premiers échos après trois années d'exercice est très enrichissante; ce qui constituera un point d'appui positif pour une plus grande intervention de l'expert dans les différentes institutions publiques. Pour cela nous répondons présents.

Cette marque de considération de notre profession nous encourage et nous engage davantage dans les débats liés à la chose économique. Toutefois la profession s'interroge du fait que son expertise ne soit pas associée aux projets de lois de finances.

Notre confrère **Saheb BACHAGHA**, quant à lui a le souci d'une meilleure gestion de l'entreprise, en proposant la nécessité d'intégrer la comptabilité analytique à la comptabilité financière.

En effet, il avance que les entreprises nationales constatent à leurs dépens qu'il est de moins en moins facile de contrôler les stratégies commerciales et la rentabilité avec les évaluations fournies par les systèmes comptables conventionnels, même si ceux-ci font appel aux notions de coût variable, direct, complet, etc.

Les normes comptables constituent pour notre corporation un thème récurrent, dont monsieur **Boufelja KALLOUM** s'en saisit pour nous faire état d'une recherche pour apprécier leur degré d'applicabilité tout en recensant d'éventuelles solutions pour son amélioration.

Une étude exploratoire sur le terrain basée sur des enquêtes auprès des principaux groupes d'utilisateurs lui a permis de dégager quelques enseignements qu'il nous livre ici.

A l'évidence, on ne saurait ne pas dire quelques mots, et c'est ce que fait notre confrère **Khaled BELLOUL**, sur la teneur de la loi de finances promulguée en 2019 en ce qu'elle constitue un sujet de satisfaction pour une grande partie des contribuables et une nette préoccupation pour d'autres.

En effet à partir du début janvier 2020, date de son entrée en vigueur, il a relevé pour l'essentiel, deux avancées significatives par rapport à la loi de finances 2015 touchant le régime de l'impôt forfaitaire unique IFU et un net recul en ce qui concerne les professions libérales dans leur ensemble.

En lisant cette contribution, on comprendra la passion voire la colère avec laquelle ce sujet est abordé par cette catégorie de contribuables, qui se sent sacrifiée et qui n'a que son savoir à offrir !

Au moment où nous mettons sous presse cette revue, nous sommes à l'heure des vœux, nous voudrions donc saisir cette opportunité pour souhaiter à toutes et à tous les meilleurs vœux de santé, de paix et de bonheur.

Grâce à vos contributions, en tant que lecteur, professionnel, universitaire, chercheur, étudiant, que nous espérons les plus nombreuses, denses et pertinentes, que nous souhaitons faire ensemble un bout de chemin aussi long et fécond que possible, pour voir cette revue vivre et nous survivre.

Nous n'achèverons pas cet édito, sans faire une rétrospective en vous proposant sous forme de synthèse l'essentiel des recommandations du V^{ème} congrès tenu à Alger en décembre 2018.

Bonne lecture, et plein succès à notre VI^{ème} congrès.

Khaled BELLOUL
Expert comptable
Commissaire aux comptes

«Les articles sont rédigés sous la responsabilité de leurs auteurs».

Mot du président



Honorables invités, chères consœurs, chers confrères,

Il m'est particulièrement agréable en ce premier mois de l'année 2020, où nous sommes réunis pour assister au VI^{ème} Congrès de l'Ordre National des Experts Comptables, de vous offrir le premier numéro de notre revue «les cahiers de l'expert-comptable».

Cette revue dont l'éditorial, que notre confrère *Khaled BELLOUL* a bien voulu rédiger, a présenté l'essentiel de son contenu, d'aucuns penseront à une coïncidence, que non ! car elle procède d'une volonté de faire connaître l'étendue du métier de l'expert-comptable assez souvent caricaturé par les uns et les autres.

Si, les missions classiques de l'expert-comptable, sont à n'en point douter, connues et assimilées par nos partenaires économiques, à savoir, la tenue, centralisation, surveillance et consolidation des comptabilités des entreprises et organismes ; il n'en est pas de même pour d'autres missions conférées par la Loi à titre exclusif et que sont l'audit financier et comptable.

Moins connues par le monde des affaires, pourtant essentiel, notamment de nos jours, c'est le rôle de conseil que peut prodiguer l'expert-comptable en matière financière, sociale et économique.

Enfin, le législateur lui confie une mission d'ordre public en assumant le contrôle légal (commissariat aux comptes) des entreprises et organismes qui y sont assujettis par les textes.

Les pouvoirs publics ont donné le la, en faisant appel aux experts comptables pour présider les commissions régionales de recours des impôts, c'est dire la reconnaissance du savoir-faire de l'expert en matière de procédures fiscales et de son rôle d'arbitre dans les contentieux fiscaux.

Les tribunaux et cours font également appel à l'expertise de notre métier pour assumer les missions d'expertises judiciaires, et plus récemment encore en qualité d'administrateurs auprès de sociétés.

Peut être n'avions pas été assez «marketing» pour faire étalage de notre savoir-faire dans la limite de ce que la loi autorise, mais cette grande rencontre, j'en suis convaincu est arrivée à point nommé pour combler ce déficit de rapprochement à la satisfaction de toutes les parties prenantes.

En tous les cas, nous affirmons ici et maintenant, notre grande disponibilité pour vous apporter notre concours pluridisciplinaire dans la mesure de nos compétences et elles sont larges, le tout dans le cadre de rapports professionnels sains et fructueux.

Je forme le vœu que cette revue puisse avoir longue vie, et vous invite ainsi à y contribuer par vos articles à son enrichissement et à sa maturité.

Je vous souhaite encore une fois, la bienvenue à notre congrès dont j'espère vous en tirerez profit et satisfaction.

Le Président de l'ONEC
Rabah TAFIGHOULT

LE RÔLE DE L'EXPERT-COMPTABLE EN TEMPS DE RÉCESSION ÉCONOMIQUE

Par Mohamed HAMDY, Expert-comptable, Commissaire aux comptes



En temps de crise, les opérateurs économiques et les chefs d'entreprises considèrent généralement que l'expert-comptable en sa qualité

d'un professionnel parfait connaisseur du monde des affaires est l'un des partenaires privilégiés puisqu'il pourrait, grâce à sa maîtrise approfondie des données financières et économiques de l'entreprise, trouver les solutions les plus adaptées à la situation.

Ayant une vision globale de la structure de l'entreprise et de son positionnement sur le marché, l'expert-comptable est bien placé pour accompagner, assister et présenter des solutions alternatives sous forme d'un train de mesures allant dans le sens de saisir les opportunités économiques et fiscales qui peuvent aider l'entreprise à se mettre à l'abri des répercussions négatives qui pourraient être engendrées par la crise. Il pourrait également fournir à l'entreprise en difficulté plusieurs pistes de relance à court et à long terme.

Souvent, l'expert-comptable intervient en temps de crise pour dispenser des conseils, donner des recommandations et parfois même faire le suivi de la gestion dans l'objectif d'aboutir à compresser et réduire les charges directes et indirectes de l'entreprise. Il est généralement appelé à gérer le budget et à adapter les charges d'une façon qui répond objectivement à la conjoncture.

En plus de ses missions classiques ayant trait à la tenue comptable, l'audit ...etc, l'expert-comptable doit avoir le profil d'un conseiller permanent qui expose et propose ses connaissances, son expertise et ses conseils aux entreprises pendant la période de crise.

L'expert comptable pourrait également s'impliquer dans le débat public à l'effet d'engager des réflexions sur des thématiques économiques capables d'inspirer les pouvoirs publics pour trouver des solutions à des situations de crise, booster la croissance et la restructuration de l'économie.

En dépit des dispositions réglementaires (Article 19 de LOI N°10-01 relative aux professions d'expert-comptable, de commissaire aux comptes et de comptable agréé qui stipule «L'expert-comptable est seul habilité à procéder à l'audit financier et comptable des sociétés et organismes.

Il est habilité à prodiguer des conseils aux sociétés et organismes en matière financière, sociale et économique». Ayant élargi le domaine d'intervention de l'expert-comptable aux aspects-conseils et organisation, néanmoins, il n'en demeure pas moins que ces prestations restent très peu demandées par les opérateurs économiques et les entreprises en général.

La demande en prestations de conseil est fortement dépendante des tendances de l'économie ainsi que la culture managériale des dirigeants des entités. On observe actuellement de nombreux changements de cap stratégiques dans les milieux économiques, la mise en place d'un nouveau modèle économique permettant de diversifier l'économie, l'encouragement des investissements hors hydrocarbures et, de ce fait, on attend à l'avenir un accroissement de la demande en conseil et assistance des entreprises. Il faut toutefois préciser que la prestation de conseil est désormais incompatible avec l'audit légal pour des raisons d'indépendance.

Les professionnels de la comptabilité, ainsi que les pouvoirs publics ont un rôle déterminant à jouer pour accompagner les entreprises dans la gestion des situations de crise et dans leurs restructurations.

Les professionnels devront adopter les nouvelles technologies pour améliorer leurs performances et leurs travaux qui doivent être plus efficaces et plus pertinents.



«L'EXPERT-COMPTABLE DANS LA GOUVERNANCE DES ORGANISATIONS»

Par Chakib BOULAHDOUR, Expert-comptable, Commissaire aux comptes



Je me permets d'emprunter quelque mots au thème consacré par le 6^e congrès des experts-comptables pour justement développer cette contribution.

Quelques mots cinq (05) seulement et simples en apparence dans ce titre mais en relisant plusieurs fois ce titre et ces cinq mots d'apparence si simples, ils nous projettent rudement dans un monde infini de notions, de concepts, de définitions, de mécanismes, de systèmes etc...

Il n'est pas ici mon objectif de développer les nombreuses théories qui traitent, et ne sont pas toujours d'accord, des concepts auxquels renvoient ces termes.

Mon objectif est de montrer l'importance et l'utilité de la présence de l'expert-comptable dans l'amélioration des performances des organisations, toutes natures confondues, allant d'un gouvernement (il y a bien la notion de gouvernance au milieu ?) à la commune modeste en passant par les entreprises.

D'abord commençons par essayer de comprendre ou de nous mettre d'accord sur la signification de ces 05 mots ;

Le dictionnaire Larousse les définit ainsi :

EXPERT-COMPTABLE : «Technicien qui, en son propre nom et sous sa responsabilité, fait profession habituelle d'organiser, vérifier, apprécier et redresser les comptabilités et les comptes de toute nature».

GOUVERNANCE : «Manière de gérer, d'administrer».

ORGANISATIONS : «Groupement, association,

en général d'une certaine ampleur, dont les buts sont définis par un qualificatif».

Ajoutons-leur le terme de **COMPÉTENCE** «Capacité reconnue en telle ou telle matière en raison de connaissances possédées».

Nous remarquons que la définition reprise du dictionnaire Larousse condamne l'EXPERT-COMPTABLE à être « ad vitam aeternam » un comptable-expert et non un expert, comme l'a si bien dit *WILLIAM SHAKESPEARE* dans *HAMLET* «*to be, or not to be, that is the question*». Nous espérons que ce dictionnaire actualisera sa définition avec la réalité.

Je préférerais de loin les définitions anglo-saxonnes ou le terme de conseil ou de coaching d'entreprise entre autres.

En ce qui concerne la GOUVERNANCE, les différents auteurs citent plusieurs définitions de la gouvernance.

Pour rester dans le contexte du thème développé et ne pas s'égayer dans les nombreuses études en la matière, nous nous limiterons aux types de gouvernances, particulièrement à la gouvernance d'entreprise et la gouvernance publique.

Pourquoi ces deux termes de «gouvernance» et «organisation» dans la même phrase dans notre titre? Tout simplement parce que la gouvernance s'applique à un système quel qu'il soit. Par système il est entendu une organisation vue comme caractéristique importante des groupes organisés.

Enfin, pour simplifier, nous entendrons par gouvernance les processus et les structures conçus pour aider l'organisation à atteindre ses objectifs.

Nous remarquons que la gouvernance est souvent citée et visée lorsqu'il y a

un problème de performance au sein de l'entreprise ou même de l'État, d'une collectivité, d'une organisation ou d'un système de façon générale ; on parle alors souvent de mauvaise gouvernance.

Mais que vient faire l'expert-comptable dans la gouvernance des organisations ?

Mais que vient faire l'expert-comptable ou l'auditeur dans la gouvernance des organisations et comment l'expert-comptable peut-il être un acteur d'amélioration des performances des organisations ?

L'expert-comptable-conseil contribue à l'amélioration de la gouvernance et des performances des organisations. Il apporte ses COMPÉTENCES, son expertise au diagnostic de l'organisation, à l'identification des faiblesses, à l'analyse et la proposition de solutions aux problèmes de comptabilité, de gestion financière, informatique, de fiscalité, de financement, de plan de redressement aux entreprises en difficulté.

L'expert-comptable-auditeur évalue les systèmes et procédures et contribue par ses recommandations à l'amélioration des systèmes de contrôle interne SCI.

Le système de contrôle interne étant défini entre autre définition comme «l'ensemble des sécurités contribuant à la maîtrise de l'entreprise. Il a pour but d'un côté d'assurer la protection, la sauvegarde du patrimoine et la qualité de l'information, de l'autre l'application des instructions de la Direction et de favoriser l'amélioration des performances. Il se manifeste par l'organisation, les méthodes et les procédures de chacune des activités de l'entreprise, pour maintenir la pérennité de celle-ci».

De cette définition l'on peut dire que le SCI, système de contrôle interne, joue un rôle essentiel dans la gouvernance.

L'expert-comptable donne une assurance aux organisations en évaluant l'efficacité des processus de management des risques, de contrôle et de gouvernance mis en place par l'organisation pour atteindre ses objectifs financiers, stratégiques et opérationnels.

Le terme de gouvernance est maintenant utilisé couramment ; il est rentré dans le langage de tout un chacun.

On l'utilise pour porter des appréciations sur les managers d'une entreprise, d'une APC (mairie) tout comme pour un gouvernement, un manager sportif et même un chef de famille.

Et dès que des problèmes surgissent dans une organisation quelle que soit sa nature ou son envergure, c'est tout de suite la gouvernance qui est jugée comme mauvaise. Ce terme est utilisé indifféremment pour toutes les organisations ou même pour les états et leurs démembrements.

Le terme d'audit est aussi utilisé couramment ; il est aussi rentré lui aussi dans le langage de tout le monde particulièrement des managers, des politiques qui voient dans les audits, l'apport de diagnostics, d'éclairages nouveaux et de solutions pour les dysfonctionnements de leurs organisations.

Voici deux définitions qui à mon sens permettent de voir l'expert-comptable non pas comme un comptable-expert mais comme un acteur majeur dans l'amélioration de la gouvernance et donc de la compétitivité des organisations.

«Un audit est un examen minutieux du mode de fonctionnement et d'organisation d'une société ou d'un service (ou éventuellement une administration) par un professionnel indépendant et impartial dont la mission principale consiste à déceler puis localiser les

«L'audit aide une organisation à atteindre ses objectifs en évaluant, par une approche systématique et méthodique, ses processus de management des risques, de contrôle, et de gouvernement d'entreprise, et en faisant des propositions pour renforcer leur efficacité».

N'avons-nous pas entendu que des sociétés, des unités ou des entités ont été qualifiées comme «non auditable» après un constat d'absence de procédures formalisées.

Dans notre contribution nous n'avons développé que l'une des compétences parmi d'autres de l'expert-comptable, soit celle d'évaluateur du système de contrôle interne (au sens anglo-saxon de maîtrise et non pas français d'inspection).

Chakib BOULAHDOUR
Expert-comptable
Commissaire aux comptes



LA NOUVELLE LOI ORGANIQUE RELATIVE AUX LOIS DE FINANCES

Par Essadek ABDELOUAHAB, Expert-comptable, Commissaire aux comptes



La nouvelle loi organique (n°18-15 du 22 Dhou El Hidja 1439 correspondant au 02 septembre 2018) relative aux lois de finances publiée au journal officiel n°53 du

02 Septembre 2018 a pour objet, selon son premier article, la définition du cadre de gestion des finances de l'Etat devant régir la préparation des lois de finances, leur contenu, leur mode de présentation et leur adoption par le Parlement. Elle fixe aussi les principes et règles des finances publiques, des comptes de l'Etat et d'exécution et de contrôle de la mise en œuvre des lois de finances.

Cette loi représente une nouvelle constitution financière de l'Etat, elle remplace la loi n°84-17 du 07 juillet 1984 relative aux lois de finances qui ne peut pas résoudre la problématique liée à la gestion moderne des finances publiques et qui s'articule sur les trois questions suivantes :

- Pourquoi engager des dépenses ?
- Quel est le résultat attendu ?
- Les coûts, sont-ils maîtrisés ?

Ces questions ont été traitées par les dispositions légales prévues par la nouvelle loi, notamment :

1. Crédits exécutés par programme

Jusque-là, les crédits sont répartis par ministère. La notion du programme a été introduite par les dispositions des articles 6 «La loi de finances de l'année prévoit et autorise, pour chaque année civile, l'ensemble des ressources et des charges de l'Etat destinées à la réalisation des programmes de l'Etat, conformément aux objectifs définis et aux résultats attendus et faisant l'objet d'une évaluation».

Un programme regroupe l'ensemble des crédits concourant à la réalisation d'une mission spécifique relevant d'un ou de plusieurs services, d'un ou de plusieurs ministères ou institution publique et définie en fonction d'un ensemble cohérent d'objectifs précis (Article 23 de la loi 18-15).

Les charges budgétaires de l'Etat sont regroupées selon les classifications suivantes (Article 23 de la loi 18-15) :

- Par activité : Programmes et leurs subdivisions ;
- Par nature économique de dépenses : Titres de dépenses et leurs subdivisions ;
- Par grandes fonctions de l'Etat : Secteurs ayant la charge de réaliser les objectifs par fonction ;
- Et par entités administratives : Ayant la charge de préparer et d'exécuter le budget (ventilation des crédits budgétaires par ministères ou institutions publiques).

2. Évaluation des résultats par rapport aux objectifs définis

Un cadrage budgétaire à moyen terme est arrêté chaque année par le Gouvernement sur proposition du ministre chargé des finances, au début de la procédure de préparation des lois de finances. Il détermine, pour l'année à venir, ainsi que les deux années suivantes, les prévisions de recettes, de dépenses et du solde du budget de l'Etat, ainsi que, le cas échéant, l'endettement de l'Etat. (Article 5 de la loi 18-15).

La loi de finances est élaborée par référence au cadrage et à la programmation budgétaires définis ci-dessus et contribue à la concrétisation des politiques publiques dont la mise en œuvre est basée sur le principe de gestion axée sur les résultats à partir

des objectifs précis définis en fonction des finalités d'intérêt général et faisant l'objet d'une évaluation. (Article 2 de la loi 18-15).

3. La maîtrise des coûts

La performance du service public exige l'amélioration de la qualité de service et la diminution des coûts. Cette tendance prévue par le new management public a été transcrite dans la nouvelle loi qui impose la mise en œuvre d'une comptabilité d'analyse des coûts destinée à analyser les coûts des différentes actions engagées dans le cadre des programmes. (Article 65 de la loi 18-15).

L'application des dispositions de la nouvelle loi prévue à partir de 2023, permettra :

- la planification de la politique économique de l'Etat à travers un rapport présenté par le Gouvernement avant la fin du premier trimestre de l'année budgétaire, portant sur l'évolution de la situation de l'économie nationale et sur l'orientation des finances publiques comportant :
 - Une présentation des grandes orientations de sa politique économique et budgétaire ;
 - une évaluation à moyen terme des ressources et des charges de l'Etat.

Ce rapport peut donner lieu à un débat à l'Assemblée Populaire Nationale et au Conseil de la Nation.

- Le suivi de la programmation et la budgétisation des dépenses publiques à travers un d'un rapport ministériel de rendement précisant les conditions dans lesquelles les programmes inscrits au budget ont été exécutés ainsi que le degré d'atteinte des objectifs prévus, qui sont mesurés et suivis par des indicateurs de performance qui leur sont associés, les résultats obtenus et les explications relatives aux écarts constatés.

Ce rapport est annexé projet de loi portant règlement budgétaire présenté chaque année.

- La flexibilité dans l'exécution des crédits en contrepartie de plus de responsabilité. La mise en place des crédits est effectuée au profit des gestionnaires de programmes.

Les relations entre l'Etat et les gestionnaires de programmes responsables des organismes et établissements publics et des organes territoriaux, sont déterminées de manière contractuelle ou conventionnelle.

- L'attribution d'un nouveau rôle à la Cour des comptes. Le projet de loi portant règlement budgétaire est accompagné de rapports de la Cour des comptes.
- L'introduction du principe de sincérité des comptes de l'Etat.
- La tenue d'une comptabilité patrimoniale.
- L'application du principe de la constatation des droits et obligations, constatés dans la tenue de la comptabilité générale de l'ensemble des opérations de l'Etat.

Cette loi confère aux deux chambres parlementaires :

- un débat d'orientation de la politique économique et budgétaire ;
- des moyens en matière d'évaluation des ressources et des charges de l'Etat (l'évaluation de la performance de la politique budgétaire) ;
- le contrôle de la transparence dans la gestion de finances publiques.

En conclusion, la réforme de la comptabilité de l'Etat prévue par les dispositions de la nouvelle loi organique relative aux lois de finances poursuit les objectifs suivants :

- L'engagement des gestionnaires pour la réalisation des objectifs fixés, à travers la gestion axée sur les résultats - Nouveau concept du new management public.
- Garantir la sincérité des opérations budgétaire et comptable. Les comptes de l'Etat doivent être réguliers, sincères et refléter de manière fidèle son patrimoine et sa situation financière.

Essadek ABDELOUAHAB
Expert-comptable
Commissaire aux comptes



LE RAPPORT SPÉCIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES RÉSULTATS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

Par Mohamed ZAATRI, Expert-comptable, Commissaire aux comptes



Dans sa prise de fonction, hormis le cas du mandat confié par l'assemblée générale constitutive, le commissaire aux comptes prend connaissance du ou

des rapports de commissariat aux comptes de son ou de ses prédécesseurs. Ceci pour ne se limiter qu'au cas auquel nous avons voulu consacrer la présente contribution.

De l'examen de ces documents, constitués essentiellement du rapport général et des rapports spéciaux, figure le rapport spécial sur l'évolution du résultat des cinq derniers exercices.

C'est à ce rapport spécial que nous avons voulu consacrer la présente étude.

C'est aussi lors de la consultation des rapports établis par les prédécesseurs que l'idée de partage à germé, et ce pour mettre en lumière certaines pratiques, et voir leur enracinement juridique.

Nous essaierons de répondre à la problématique suivante : c'est quoi les résultats des cinq derniers exercices ? Et quel est le contenu du tableau faisant ressortir les résultats des cinq derniers exercices ?

1 - Ce que prévoit la loi sur la profession de commissaire aux comptes

Ce rapport spécial figure parmi les rapports prévus par l'article 25 de la loi 10.01 du 29 juin 2010 relative aux professions d'expert-comptable, de commissaire aux comptes et de comptable agréée, qui stipule que «La mission de commissaire aux comptes aboutit à l'établissement :

- D'un rapport de certification
- D'un rapport spécial sur l'évolution du résultat des cinq derniers exercices et du résultat par action ou part sociale... ».

2 - Ce que prévoient les textes d'application de la loi 10-01

2.1- Le décret exécutif n°11-202 du 26 mai 2011, énonce dans son article 1er que ce décret « a pour objet de fixer les normes des rapports du commissaire aux comptes, les modalités et délais de leur transmission à l'assemblée générale ou à l'organe délibérant habilité ainsi qu'aux tiers concernés. »

Il a dans son article 2 indiqué que «Les normes des rapports du commissaire aux comptes sont relatives notamment à :

- la norme sur la certification avec ou sans réserve ;
- la norme sur l'évolution du résultat des cinq derniers exercices et du résultat par action ou part sociale».

2.2- C'est dans l'arrêté du 24 juin 2013 fixant le contenu des normes des rapports du commissaire aux comptes que le législateur a précisé dans l'article 2 de cet arrêté que «Le contenu des normes des rapports que le commissaire aux comptes doit observer dans le cadre de l'exercice de ses missions, est fixé en annexe du présent arrêté».

Du chapitre VI de l'annexe de cet arrêté l'on extrait ce qui suit : «6.1- Conformément, aux dispositions, de l'article 678 (alinéa 6) du code de commerce, la présente norme a pour objet de définir des principes fondamentaux et de préciser les modalités de mise en œuvre concernant l'intervention du commissaire aux comptes en matière de présentation de l'évolution du résultat de l'exercice et du

résultat par action ou part sociale des cinq (5) derniers exercices ou de chacun des exercices clos depuis la constitution de la société ou l'absorption par celle-ci, d'une autre société si leur nombre est inférieur à cinq (5) ainsi que le contenu du rapport spécial du commissaire aux comptes.

6.1- A l'issue des diligences professionnelles mises en œuvre par le commissaire aux comptes au titre de l'exercice comptable considéré, celui-ci présente dans un rapport spécial l'évolution des différents indicateurs de performance de l'entité considérés comme pertinents.

6.2- L'évolution du résultat est établie sous forme de tableau retraçant les éléments suivants portant sur les cinq dernières années:

- *le résultat avant impôt ;*
- *l'impôt sur les bénéfices ;*
- *le résultat net ;*
- *le nombre d'actions ou de parts sociales constituant le capital social ;*
- *le résultat par action ou part sociale ;*
- *participation des travailleurs au résultat».*

3- Ce que prévoit le code de commerce.

Dans son article 678 relatif aux documents à mettre à la disposition des actionnaires, lors de leur assemblée générale, il stipule que «La société doit adresser aux actionnaires ou mettre à leur disposition, les renseignements suivants contenus dans un ou plusieurs documents :

1°) ;

2°) ;

6°) s'il s'agit de l'assemblée générale ordinaire, le tableau de comptes des résultats, les documents de synthèse, le bilan et le rapport spécial des commissaires aux comptes faisant apparaître les résultats de la société au cours de chacun des cinq derniers exercices

ou de chacun des exercices clos depuis la constitution de la société ou l'absorption par celle-ci, d'une autre société si leur nombre est inférieur à cinq ;

7°)..... ».

4 - Réponse à la problématique

Lors de la consultation des rapports spéciaux sur les résultats des cinq derniers exercices, établis par certains commissaires aux comptes, il ressort que :

- Certains rapports spéciaux, incluent parmi les résultats des cinq derniers exercices, le résultat de l'exercice objet de la certification, d'autres indiquent celui de l'exercice précédent, mais pas celui de l'exercice sur lequel l'assemblée générale est appelée à statuer.
- Pour être plus précis, nous citons l'exemple où l'exercice de certification est l'exercice 2018. C'est donc l'exercice qui vient d'être arrêté et sur lequel l'assemblée générale est convoquée pour examiner les états financiers.
- Ainsi, certains rapports spéciaux sur les cinq derniers exercices, donnent les résultats des cinq derniers exercices comme suit :

EXERCICE	Résultat
2014		
2015		
2016		
2017		
2018		

- D'autres rapports donnent les résultats des cinq derniers exercices comme suit :

EXERCICE	Résultat
2013		
2014		
2015		
2016		
2017		

Dans ce dernier tableau le résultat du dernier exercice clos soit 2018 n'est pas inclus dans le rapport spécial.

C'est cette pratique qui nous a amené à parcourir non seulement les textes législatifs, mais aussi divers rapports issue de la pratique à titre de documentation.

En effet il utile de s'attarder sur la précision apportée par le législateur notamment l'article 678 du code de commerce «ou de chacun des exercices clos depuis la constitution de la société».

Pour demeurer dans cette notion d'exercice clos, nous revenons au SCF et plus précisément à l'article 13 du décret exécutif 08-156 qui stipule que «Tout évènement ayant un lien direct et prépondérant avec une situation existant à la date de clôture des comptes d'un exercice et connu entre cette date et celle de l'approbation des comptes dudit exercice, doit être rattaché à l'exercice clos».

L'arrêté du 26 juillet 2008 fixant les règles d'évaluation et de comptabilisation, le contenu et la présentation des états financiers ainsi que la nomenclature et les règles de fonctionnement des comptes, stipule que «Dans l'hypothèse où un événement, ayant un lien de causalité direct et prépondérant avec une situation existant à la date de clôture des comptes d'un exercice, est connu entre cette date et celle d'approbation des comptes dudit exercice, il convient de rattacher les charges ou produits liés à cet événement à l'exercice clos». (Article 111-3).

Enfin dans le modèle des états financiers prévus par le SCF, il est bien indiqué par exemple pour le bilan «Exercice clos le.....».

A travers ces passages et bien d'autres, il ressort que les états financiers de l'exercice qui est présenté à l'assemblée est bien le dernier exercice clos ; dans notre cas, il s'agit

bien de 2018. Ce qui nous amène à dire que le tableau des cinq derniers exercices inclus l'exercice 2018 (dernier exercice soumis à l'AGO).

Conclusion

La question à laquelle le législateur a voulu répondre nous semble importante.

Si la société a été constituée au cours de l'exercice 2018, quel serait son premier exercice clos ? La réponse est évidente c'est bien l'exercice 2018. C'est donc son premier et son dernier exercice clos «depuis la constitution de la société».

Ne pas inclure le résultat de ce dernier et premier exercice en même temps dans le tableau du rapport spécial, ne serait pas à notre avis en conformité avec les textes précités.

Ceci nous amène à dire que la notion d'exercice clos (ou les cinq derniers exercices), inclus le dernier exercice sur lequel l'assemblée est appelée à statuer (dans notre cas celui de 2018).

Ne dit-on pas que le diable se cache dans les détails.

Bien que respectable, l'avis de ceux qui exclus le dernier exercice (de certification), en disant que l'information est connue des actionnaires et qu'il est inutile de la reprendre dans le tableau, disant seulement, qu'il ne faut pas oublier, que le commissaire aux comptes doit se conformer aux textes législatifs et normatifs, et que la communication d'une telle information dans le rapport spécial inclus outre le résultat, mais aussi les autres calculs auquel la loi 10.01 fait référence «...et du résultat par action ou part sociale...».

Ce qui permet d'informer les actionnaires sur le gain ou la perte subie par l'action au cours de l'exercice clos (et pourquoi pas le premier

Nous avons également, avant de prendre l'initiative d'exprimer cette opinion, consulté la pratique des commissaires aux comptes des sociétés publiant leurs comptes dans d'autres pays, lesquels incluent dans ce tableau, le résultat de l'exercice sur lequel l'Assemblée Générale est appelée à statuer.

Nous terminons par cette chronique de Pierre Barthélémy «Bienheureux le chroniqueur de la science improbable qui, rempli de joie potache, passe du coq à l'âne, décrivant un jour l'asymétrie des testicules dans la statuaire antique, puis s'interrogeant pour savoir si les chiens –suivent les lignes du

(1) Le nombre Pi (π) suscite l'intérêt des mathématiciens depuis l'Antiquité. De multiples méthodes ont été utilisées pour tenter de lui donner une approximation. Des chercheurs canadiens proposent une nouvelle méthode, pas la plus efficace mais selon eux utilisable en cas d'attaque de zombies. Il suffit de recourir à un fusil à pompe chargé de cartouches à plombs. (Selon Janlou Chaput, Futura).

Mohamed ZAATRI
Expert-comptable
Commissaire aux comptes



HISTORIQUE DE LA PROFESSION D'EXPERT-COMPTABLE EN ALGÉRIE

Par Lamri DJOUIMAA, Expert-comptable, Commissaire aux comptes



En Algérie, l'expert-comptable est surtout connu à travers les missions de commissariat aux comptes et de tenue de la comptabilité. Sa mission spécifique, contenue dans la loi n'est pas connue par le large public.

L'objectif de cette contribution est d'analyser la mission de ce professionnel dans le temps et de comparer la définition que la loi lui attribue avec d'autres pays : la Tunisie, le Maroc et la France.

Cette comparaison a permis de constater une grande ressemblance dans la définition mais en pratique le travail qu'effectue l'expert-comptable est loin d'être similaire.

Les définitions de ce professionnel par la législation algérienne depuis l'indépendance sont reprises en premier lieu.

Ensuite elles font l'objet d'un tableau comparatif dans le temps.

Enfin, est proposée un tableau comparatif des définitions dans l'espace comprenant en plus de l'Algérie la Tunisie, le Maroc et la France.

1) Ordonnance n°71-82 du 29 décembre 1971 portant organisation de la profession de comptable et expert-comptable (abrogée par la loi n° 91-08).

Article 4 : «Les experts-comptables organisent, vérifient et redressent les comptabilités et les comptes de toutes nature desdites entreprises et analysent leur situation sous les aspects comptables, économique et financier. Ils peuvent accessoirement être consultés en matière juridique et fiscale à chaque fois que l'exigent les travaux comptables dont ils sont chargés. Ils peuvent collaborer à des tâches

d'enseignement ou de recherches dans les établissements scolaires ou universitaires. Ils peuvent aussi procéder à des études de statistiques et de documentation économique pour le compte de l'Etat ou des entreprises qui font appel à leurs services».

Il convient de rappeler qu'avant cette ordonnance, la profession était régie par l'ordonnance (toujours en vigueur en France) n°45-2138 du 19 septembre 1945 portant institution de l'ordre d'expert-comptable et comptable agréé et réglementant les titres et les professions d'expert-comptable et comptable agréé.

Cet dernière a été abrogé par l'article 60 de l'ordonnance n° 71-82 suscitée au même titre que l'article 27 de la loi de finances pour 1971 qui stipulait : «Les personnes qui exercent, sous quelque forme que ce soit, la profession de comptable ou d'expert-comptable, de conseil fiscal, à titre privé, individuellement ou en société, sont tenus de présenter au ministère des finances (Direction des impôts) avant le 31 mars 1971, une demande d'autorisation temporaire d'exercer. L'exercice de la profession, sans autorisation temporaire, entraînera, à compter du 30 septembre 1971, des poursuites judiciaires dans le cadre des dispositions de l'article 243 du code pénal».

2) Loi n°91-08 du 27 avril 1990 relative à la profession d'expert-comptable, de commissaire aux comptes et de comptable agréé (abrogée par la loi n°10-01).

Article 19 : «Est expert-comptable, au sens de la présente loi, toute personne qui, en son propre nom et sous sa responsabilité, fait profession habituelle d'organiser, de vérifier, de redresser et d'analyser les comptabilités et les comptes de toute nature des entreprises et sociétés commerciales ou de sociétés

civiles, dans les cas légalement prescrits par la loi et qui le chargent de cette mission à titre contractuel d'expertise et/ou d'audit. Il peut être habilité, sous réserve des dispositions contenues dans la présente loi, à exercer la fonction de commissaire aux comptes et à attester à ce titre de la sincérité et de la régularité des comptabilités et des comptes, conformément aux dispositions prévues par le code de commerce».

Article 22 : «L'expert-comptable peut également exécuter les travaux entrant dans l'exercice de la profession de comptable agréé».

3) Loi n°10-01 du 29 juin 2010 relative aux professions d'expert-comptable, de commissaire aux comptes et de comptable agréé

Article 18 : «Est expert-comptable, au sens de la présente loi, toute personne qui, en son propre nom et sous sa responsabilité,

a pour mission d'organiser, de vérifier, de redresser et d'analyser les comptabilités et les comptes de toute nature des entreprises et organismes qui le chargent de cette mission à titre contractuel d'expertise des comptes, dans les cas légalement prescrits par la loi. Il est habilité, sous réserve des dispositions contenues dans la présente loi, à exercer la fonction de commissaire aux comptes.

L'expert-comptable fait aussi profession de tenir, centraliser, ouvrir, arrêter, surveiller et consolider les comptabilités des entreprises et organismes auxquels il n'est pas lié par un contrat de travail».

Article 19 : L'expert-comptable est seul habilité à procéder à l'audit financier et comptable des sociétés et organismes.

Il est habilité à prodiguer des conseils aux sociétés et organismes en matière financière, sociale et économique.



4) Tableau comparatif dans le temps des définitions de l'expert-comptable

Ordonnance n°71-82 du 29/12/1971	Ordonnance n°71-82 du 29/12/1971	Loi n° 10-01 du 29/06/ 2010
Organise, vérifie et redresse les comptabilités et les comptes	Fait profession habituelle d'organiser, de vérifier, de redresser et d'analyser les comptabilités et les comptes à titre contractuel d'expertise et/ou d'audit.	Organise, vérifie, redresse et analyse les comptabilités et les comptes de toute nature des entreprises et organismes qui le chargent de cette mission à titre contractuel d'expertise des comptes,
Analyse la situation des entreprises sous les aspects comptable, économique et financier.	Peut être habilité à exercer la fonction de commissaire aux comptes et à attester à ce titre de la sincérité et de la régularité des comptabilités et des comptes	Peut être habilité à exercer la fonction de commissaire aux comptes et à attester à ce titre de la sincérité et de la régularité des comptabilités et des comptes
Peut accessoirement être consulté en matière juridique et fiscale	Peut également exécuter les travaux entrant dans l'exercice de la profession de comptable agréé	Fait aussi profession de tenir, centraliser, ouvrir, arrêter, surveiller et consolider les comptabilités des entreprises et organismes auxquels il n'est pas lié par un contrat de travail
Peut collaborer à des tâches d'enseignement ou de recherches dans les établissements scolaires ou universitaires		Est seul habilité à procéder à l'audit financier et comptable des sociétés et organismes.
Peut procéder à des études de statistiques et de documentation économique pour le compte de l'Etat ou des entreprises qui font appel à ses services.		

5) Tableau comparatif dans l'espace des définitions de l'expert-comptable

Loi n°10-01 du 29/06/2010 ALGÉRIE	Loi n°88-108 du 18 août 1988 TUNISIE	Dahir n° 1-92-139 du 8 janvier 1993 MAROC	Ordonnance n°45-2138 du 19 septembre 1945 FRANCE
Organise, vérifie, redresse et analyse les comptabilités et les comptes de toute nature des entreprises et organismes qui le chargent de cette mission à titre contractuel d'expertise des comptes,	Organise, vérifie, redresse et apprécier les comptabilités des entreprises et organismes auxquels il n'est pas lié par un contrat de travail.	Révisé, apprécie et organiser les comptabilités des entreprises et organismes auxquels il n'est pas lié par un contrat de travail.	Révisé et apprécie les comptabilités des entreprises et organismes auxquels il n'est pas lié par un contrat de travail
Peut être habilité à exercer la fonction de commissaire aux comptes et à attester à ce titre de la sincérité et de la régularité des comptabilités et des comptes	Est habilité à attester la sincérité et la régularité des comptabilités et des comptes de toute nature vis-à- vis des entreprises qui l'ont chargé de cette mission à titre contractuel ou au titre des dispositions légales et réglementaires et notamment celles relatives à l'exercice de la fonction de commissaire aux comptes de sociétés	Est seul habilité à : - attester la régularité et la sincérité des bilans, des comptes de résultats et des états comptables et financiers ; - délivrer toute autre attestation donnant une opinion sur un ou plusieurs comptes des entreprises ou des organismes ; - exercer la mission de commissaire aux comptes.	Est également habilité à attester la régularité et la sincérité des comptes de résultats.

<p>Fait aussi profession de tenir, centraliser, ouvrir, arrêter, surveiller et consolider les comptabilités des entreprises et organismes auxquels il n'est pas lié par un contrat de travail</p> <p>Est seul habilité à procéder à l'audit financier et comptable des sociétés et organismes.</p>	<p>Peut aussi analyser, par les procédés de la technique comptable, la situation et le fonctionnement des entreprises sous les différents aspects économique, juridique et financier.</p>	<p>Peut aussi:</p> <ul style="list-style-type: none"> - exercer les fonctions de commissaire aux apports; - analyser et organiser les systèmes comptables ; - ouvrir, tenir, redresser, centraliser, suivre et arrêter les comptabilités ; - donner des conseils et avis et entreprendre des travaux d'ordre juridique, fiscal, économique, financier et organisationnel se rapportant à la vie des entreprises et des organismes. 	<p>Fait aussi profession de tenir, centraliser, ouvrir, arrêter, surveiller, redresser et consolider les comptabilités des entreprises et organismes auxquels il n'est pas lié par un contrat de travail.</p> <p>Peut aussi accompagner la création d'entreprise sous tous ses aspects comptables ou à finalité économique et financière</p>
	<p>Fait rapport de ses constatations, conclusions et suggestions.</p>		<p>Fait rapport de ses constatations, conclusions et suggestions.</p>

Pour terminer

La définition de l'expert-comptable comporte les ressemblances suivantes :

- «Organiser vérifier et apprécier les comptabilités» ;
- «Tenir, centraliser, ouvrir, arrêter, surveiller les comptabilités» ;
- Certifier les comptes.

Au Maroc, seul l'expert-comptable est habilité à exercer la mission de commissaire aux comptes.

En France l'expert-comptable peut «redresser et consolider les comptabilités».

En Tunisie il peut aussi «analyser, par les procédés de la technique comptable, la situation et le fonctionnement des entreprises sous les différents aspects économique, juridique et financier».

En Algérie « il est seul habilité à procéder à l'audit financier et comptable des sociétés et organismes».

La profession d'expert-comptable doit faire

Il est souhaitable de voir l'expert-comptable jouer un rôle important au niveau de toutes les structures administratives et autres.

Je serai ravi de constater dans un proche avenir la présence d'un expert-comptable conseiller au niveau de chaque ministère, wilaya, commune, cour de justice, entreprise publique économique, université ; etc...

Lamri DJOUMAA
Expert-comptable
Commissaire aux comptes



NÉCESSITÉ D'INTÉGRATION DE LA COMPTABILITÉ GÉNÉRALE ET DE LA COMPTABILITÉ ANALYTIQUE POUR UNE MEILLEURE GESTION DE L'ENTREPRISE

Par Saheb BACHAGHA, Expert-comptable, Commissaire aux comptes



L'efficacité des systèmes d'information d'entreprise conditionne, en effet, celle de leur gestion. Or, force est

de reconnaître que les entreprises algériennes ont beaucoup de progrès à faire dans ce domaine par rapport aux entreprises des principaux pays industriels qui ont développé des systèmes très efficaces.

Comptabilité anglo-saxonne

C'est ainsi que les entreprises anglo-saxonnes disposent depuis longtemps d'une comptabilité organisée par destination qui accumule les coûts sur les produits pour aboutir à la notion de prix de revient des ventes. Par différence avec le chiffre d'affaires lui-même, enregistré dans toutes ses composantes (quantité vendue, référence, tarif, restant à livrer) la comptabilité anglo-saxonne dégage la marge contributive et d'une manière générale met en regard les produits de chaque activité et les coûts correspondants. Cette organisation des comptes et des chiffres permet de mesurer puis d'analyser par rapport à la prévision exprimée sous forme, tant de budget que de standards, la contribution de chaque responsable.

Entreprises algériennes et comptabilité analytique.

On comprend que la comptabilité anglo-saxonne toute entière tournée vers la gestion puisse être qualifiée de véritable comptabilité analytique. Tout y est méthodique, conventionnel (qu'est-ce qu'un prix de revient ? qu'inclut-on ?) mais tout se contrôle parfaitement et peut être obtenu

immédiatement ou presque après la période concernée afin de servir aux responsables pour agir sur les causes, alors que les faits sont récents et encore en train de se produire. Au contraire, les entreprises algériennes dont les besoins d'informations pour la gestion sont évidemment les mêmes que ceux de leurs concurrentes, doivent obligatoirement tenir une comptabilité générale classée par nature de produits et de charges, qui a pour vocation d'informer les tiers et notamment le fisc. Mais dans son état actuel celle-ci ne sert pas ou très peu à la gestion de l'entreprise. C'est la raison pour laquelle les entreprises algériennes tentent de les satisfaire en mettant en place des comptabilités analytiques appelées également «comptabilités industrielles». C'est à partir de la comptabilité analytique que certaines entreprises algériennes déterminent les prix de revient de leurs produits ou les performances de leurs divisions opérationnelles, qu'elles décident de leur politique tarifaire ou de leur politique de sous-traitance. Or, depuis quelques années les chefs d'entreprises s'interrogent sur l'utilité de la comptabilité analytique et remettent leur système en cause. En réalité ce que l'on remet en cause aujourd'hui ce n'est pas le principe de la comptabilité analytique elle-même, ce sont les grands systèmes où l'on découpe l'entreprise en centres de profits ou de coûts) qui correspondent aux services, aux ateliers ou encore aux produits. On distingue ensuite les sections principales et les sections auxiliaires.

Dans un premier temps on impute aux sections principales tous les coûts qui leur sont directement liés comme les frais de matières premières, de main-d'œuvre, d'énergie. Dans un second temps, on répartit les charges des sections auxiliaires sur

ces sections principales selon des clés de répartition plus ou moins représentatives, ce qui concrètement est réalisé en plusieurs étapes. Dans la pratique ces opérations sont extrêmement complexes, les systèmes mis en place sont devenus tellement alambiqués qu'on les a surnommés «usine à gaz». Du coup, ils sont devenus inutilisables, les informations qu'ils produisent arrivent trop tard, ils ne sont pas transparents et manquent singulièrement de souplesse.

Les entreprises ont évolué, mais les systèmes sont restés figés. C'est ainsi qu'au fil du temps la comptabilité analytique s'est éloignée de sa fonction initiale, l'aide à la décision et à la gestion. Il ne s'agit pas pour autant de condamner la comptabilité analytique.

Il est fondamental pour une entreprise de connaître les prix de revient de ces produits ou les résultats de ces divisions. Encore faut-il que le système mis en place soit simple, donne des informations pertinentes et parfaitement adaptées au besoin des responsables.

Savoir quels sont les produits rentables ou ceux qui perdent de l'argent permet de décider du niveau de la production des prix de vente ou de la marge de manœuvre commerciale. Mais il est inutile de calculer le prix de revient douze fois par an puisque l'on ne change pas le prix de vente tous les mois. Les techniques d'imputation sont innombrables puisque la comptabilité analytique à la différence de la comptabilité générale ne s'inscrit pas dans un cadre légal : les entreprises sont libres de fixer à la comptabilité analytique les objectifs qui leur sont propres et de déroger aux traditionnelles règles de répartition et de clôture des comptes qui dans bien des cas ne reflètent plus la réalité de l'entreprise.

Plaidoyer pour un système comptable rénové

Très rares sont les entreprises où la comptabilité analytique s'est adaptée aux

évolutions technologiques en changeant ses méthodes de calcul. Par exemple, c'est le plus souvent l'heure de main-d'œuvre directe qui est retenue comme clé de répartition. Or, aujourd'hui elle ne représente plus que 10% des coûts. Le problème à l'heure actuelle est bien évidemment de connaître l'origine des coûts et de les répartir, mais plus encore, en liaison avec le système de contrôle interne de l'entreprise, de les maîtriser en fonction de leur importance dans le processus de production. C'est pourquoi les opérationnels doivent participer à la mise en place des systèmes pour pouvoir s'engager sur leur objectif, leur budget en toute connaissance de cause.

D'autre part, la comptabilité analytique doit absolument être reliée à la comptabilité générale. En d'autres termes la somme des résultats analytiques doit être égale au résultat comptable global, et présenter la même fiabilité. Les stocks utilisés en comptabilité générale doivent être fournis par la comptabilité analytique. Au lieu de cela les systèmes de comptabilité analytique ne permettent pas de responsabiliser les hommes car ils sont déconnectés de la réalité; de la réalité de la production d'abord, car ils accumulent des coûts sans lien de causalité évident ; de la réalité comptable ensuite car ils se sont développés, indépendamment de la comptabilité générale, sans la fiabilité garantie par des procédures comptables.

Les entreprises algériennes constatent à leurs dépens, qu'il est de moins en moins facile de contrôler les stratégies commerciales et la rentabilité des produits avec les évaluations fournies par les systèmes comptables conventionnels. Que ceux-ci fassent appel aux notions de coûts variables, directs ou complets, ils manquent de transparence pour rechercher les causes des écarts par rapport aux prévisions. Cependant la

Habitués à une information présentée sous cette forme, les chefs d'entreprise y ont adapté leurs concepts et leur façon de penser plutôt que d'adapter l'information au travail des personnes.

- évaluation du revenu à des fins financières et fiscales,
- besoin croissant d'informations chiffrées (reporting),
- tableau de bord de gestion.

Membre de l'académie des sciences et techniques financière et comptables, Paris



AMÉLIORATION DE L'APPLICATION DES NORMES DU SCF

Par Kaloum BOUFELDJA, Expert-comptable, Commissaire aux comptes



Depuis 2010 les entreprises et les professionnels de la comptabilité arrêtent leurs comptes sociaux aux normes comptables du système

comptable financier dit SCF. L'application de ces normes par les comptables qui ne sont pas habitués à travailler avec ces normes soulève des interrogations sur le respect des modalités du référentiel. Notre étude a cherché à apprécier cette applicabilité des normes du SCF et recenser les éventuelles solutions pour améliorer cette applicabilité.

La problématique de cette recherche se présente comme suit : «comment les dispositions du SCF sont-elles appliquées par les entreprises et les professionnels de la comptabilité ? Et quelles sont les éventualités pour améliorer cette applicabilité ?». La démarche méthodologique suivie dans les travaux de cette recherche repose essentiellement sur l'étude exploratoire du terrain exploitant qualitativement des enquêtes menées auprès de trois populations. La structuration de cette recherche est organisée en trois titres : introduction, les principales caractéristiques du SCF, l'étude quantitative et qualitative et conclusion.

Les résultats de l'étude ont montré que les entreprises ainsi que les professionnels de la comptabilité appliquent partiellement les dispositions du SCF. L'ensemble des intervenants ont proposé pour améliorer l'applicabilité du SCF, la nécessité de la déconnexion de la comptabilité par rapport à la fiscalité, la mise en place des marchés actifs et un vaste programme de formation sur les possibilités d'application des normes du SCF au contexte économique actuel.

CONCEPTS CLES :

Juste valeur, les états financiers, principe de prudence, prééminence de la réalité économique sur l'apparence juridique, l'image fidèle.

INTRODUCTION

Depuis presque dix ans, les entreprises de droit algérien sont passées aux normes du système comptable financier et ont publié leurs comptes selon les normes de ce référentiel comptable.

L'application du SCF par les comptables d'entreprises et les professionnels n'est pas aussi simple que cela paraît, en effet nous avons constaté que la culture comptable héritée de l'ancien système comptable PCN à base de plan comptable n'a pas beaucoup évoluée en s'adaptant à la nouvelle culture comptable basée sur un cadre conceptuel, et reste caractérisée par la prédominance des considérations fiscales par rapport aux dispositions comptables.

Les comptables conservent toujours leur culture comptable traditionnelle tout en utilisant les dispositions de la nouvelle culture comptable. Alors on s'est interrogé sur l'applicabilité des dispositions du SCF. En d'autres termes comment les dispositions du SCF sont-elles appliquées par les entreprises et les professionnels de la comptabilité ? Et quelles sont les éventualités pour améliorer cette applicabilité ? Pour cela notre étude a cherché à apprécier l'application du SCF, en réalisant une série d'enquêtes recourant à des entretiens menés auprès des entreprises et des professionnels de la comptabilité.

L'enquête conduite porte sur quatre populations différentes à savoir :

- Grandes entreprises (GE), nombre d'effectifs plus de 100,
- Petites et moyennes entreprises (PME), nombre d'effectifs entre 10 à 100.
- Les professionnels exerçant la profession comptable agréée,
- Les cabinets comptables étrangers,

Ces quatre corps établissent leurs comptes sociaux aux normes du référentiel SCF, ces populations sont les plus familiarisées avec les dispositions du SCF.

Cette étude qualitative a été réalisée en utilisant plusieurs procédés (questionnaires adressés par courrier en support papier, questionnaires adressés par courrier électronique, contact téléphonique, entretiens lors de la tenue des assemblées et rencontres professionnelles, des visites auprès des bureaux et sièges sociaux).

LES PRINCIPALES CARACTÉRISTIQUES DU SCF

Le droit comptable algérien est constitué essentiellement par le système comptable financier à base de cadre conceptuel, approuvé par la loi 07-11 du 25 Novembre 2007 qui a remplacé le Plan Comptable National de 1975 à base de plan comptable. Le système comptable financier a permis une normalisation certaine de la comptabilité dite financière avec :

- Un cadre conceptuel qui constitue une référence pour l'élaboration des normes comptables ;
- Une terminologie très riche en concepts et notions ;
- Plusieurs règles d'évaluations et de comptabilisations ;
- Des modèles des états financiers complètement différents à ceux du PCN.

Ce nouvel apport scientifique a bouleversé les anciennes traditions de travail comptable qui étaient très limitées.

Les dispositions du SCF s'appliquent à toute personne physique ou morale astreinte par voie légale ou réglementaire à la mise en place d'une comptabilité financière. Sont astreintes à l'application des dispositions du SCF les sociétés soumises aux dispositions du code de commerce, les coopératives, les personnes physiques ou morales produisant des biens ou des services marchands ou non marchands dans la mesure où elles exercent des activités économiques qui se fondent sur des actes répétitifs et toutes autres personnes physiques ou morales qui y sont assujetties par voie légale ou réglementaire.

Après avoir brièvement présenté les rubriques essentielles des dispositions du SCF, nous allons maintenant étudier avec une méthodologie quantitative pour apprécier l'applicabilité des dispositions du SCF par trois populations différentes afin de répondre à la problématique de l'article : «comment les dispositions du SCF sont-elles appliquées par les entreprises et les professionnels de la comptabilité ?».

A l'examen de chaque échantillon on a posé la question suivante : L'application du SCF vous pose-t-elle des difficultés ? Et elle a été suivie par un débat sur les difficultés rencontrées et sur comment les lever ?

L'ÉTUDE QUANTITATIVE ET QUALITATIVE

Cette étude entre dans le cadre de la recherche des déterminants nous permettant de répondre à la problématique de cette recherche qui réside dans «comment les dispositions du SCF sont-elles appliquées par les entreprises et les professionnels de la comptabilité ? Et quelles sont les solutions pour améliorer cette applicabilité».

L'enquête conduite porte sur quatre populations différentes à savoir :

1. Les grandes entreprises,
2. Les petites et moyennes entreprises PME,
3. Les professionnels exerçant la profession de comptable agréé,
4. Les cabinets comptables étrangers.

Première population : Les Grandes entreprises GE

Nous avons retenu pour cette population un échantillon composé de 24 entreprises exerçant des activités diverses : hôtellerie, complexe touristique, industrie agroalimentaire, électroménager, électronique, métallurgie-sidérurgie, pharmacie, exploitation de lait et fromagerie, BTPH, promotion immobilière, transports des voyageurs, automobile et hydrocarbures.

Sur les 24 réponses, les répondants ont évoqué des difficultés dans l'application du SCF, généralement leurs précisions sur les difficultés rencontrées portent sur :

Les difficultés dans l'application du SCF (Réponses regroupées par groupe de difficultés)	Nombre de citations de la réponse	Pourcentage de citations de la réponse
Absence des marchés actifs pour mesurer la juste valeur	17	70%
Les grandes entreprises privilégient le coté juridique au coté économique	07	30%
TOTAL	24	100%

Tableau : Les difficultés dans l'application du SCF

Comme il a été montré dans le tableau précédent la difficulté la plus évoquée par les grandes entreprises réside dans l'absence des marchés actifs qui représente une importante entrave à l'application effective des dispositions du SCF en particulier les dispositions d'évaluation et de la

détermination de la juste valeur des éléments d'actif. Cette difficulté a été relevée par 70% des répondants. La deuxième difficulté soulevée par les répondants, près de 30%, demeure la difficulté d'appliquer le principe comptable de la prééminence de la substance sur la forme.

Parmi les solutions pour améliorer l'applicabilité du SCF l'ensemble des intervenants ont soulevé la nécessité de la déconnexion de la comptabilité par rapport à la fiscalité et la mise en place des marchés actifs.

Deuxième population : Les petites et moyennes entreprises PME

Nous avons retenu pour cette population un échantillon composé de 200 PME dont la tenue comptable n'est pas sous-traitée par cabinet externe. Cependant, pour chaque PME, nous avons interviewé les responsables financiers et comptables sur un certain nombre de questions en relation avec l'objet de cet article. Les entreprises retenues sont issues de différents secteurs : industriel, commercial, agricole et service.

Les répondants de cet échantillon ont évoqué des difficultés dans l'application du SCF, généralement leurs précisions sur les difficultés rencontrées portent sur :



LA PROFESSION LIBÉRALE, SACRIFIÉE PAR LA LOI DE FINANCES 2020

Par Khaled BELLOUL, Expert-comptable, Commissaire aux comptes



Dans cette contribution, je veux apporter quelques éléments au débat, nourri généralement par les professionnels de la matière fiscale, comptable et juridique et par conséquent, volontairement, je passerais sur les détails techniques se rapportant à la définition, au champ d'application, aux exemptions, exonérations etc. relatifs à l'impôt forfaitaire unique IFU.

Donc je me limiterais à mettre en relief les éléments du débat qui suscitent curiosité, incompréhension, voire polémique notamment dans la conjoncture actuelle tant sur le plan budgétaire que sur le plan économique.

Rappelons ce qu'est L'IFU, c'est un :

- impôt parce que il s'agit d'une contribution pécuniaire en faveur du trésor, imposée par la puissance publique et sans contrepartie,
- forfaitaire, il est connu à l'avance sur des bases préalablement convenues,
- unique, car il fusionne en son sein plusieurs impôts (IRG ou IBS-TAP-TVA).

A ce niveau, il est utile de distinguer pour lever une équivoque introduite dans le débat par des non spécialistes, c'est celle consistant à considérer la cotisation sociale CASNOS comme un élément de l'impôt ! elle ne correspond nullement à l'impôt en ce qu'elle n'est pas donnée sans contrepartie. Notons au passage que c'est tout de même un prélèvement à caractère social, qui constitue certes une sortie de fonds pour l'assujetti mais pas une recette pour le trésor stricto sensu.

Ceci étant précisé, il convient de dater cet impôt.

Sans revenir trop loin dans le temps, parce que la dénomination et les composantes du régime dit du forfait ont connu à la faveur des lois de finances successives une évolution, adaptation, correction, cohérence, harmonisation pour aboutir en 2007 à une appellation circonscrite dans les 3 lettres, désormais fort bien connues par les contribuables.

En effet, c'est en 2007 que le législateur avait ouvert un chantier de réforme fiscale à travers l'article 2 de sa loi de finances, en instituant l'IFU en remplacement de feu le régime du forfait.

Pour encadrer cet impôt, il a été introduit au code des impôts directs et taxes assimilés les articles 282 bis à 282 octies.

Mais pourquoi cet IFU ?

Dans le cadre des mesures d'amélioration des relations avec les opérateurs économiques, les pouvoirs publics ont introduit un dispositif de simplification et d'allègement substantiel des procédures fiscales, en faveur de contribuables à chiffre d'affaires modeste mais qui constituent en terme de nombre, le plus gros portefeuille de l'administration des impôts.

Ainsi, cela, dans la rédaction primaire de 2007, concernait les personnes PHYSIQUES admises d'office à ce régime (sauf à opter pour le réel) lorsque le chiffre d'affaires n'excède pas 5 000 000 DA, avec un taux de 5% et 12% selon que l'activité relève respectivement du commerce - achats, revente de marchandises et objets-, et -prestations de services et production-.

Mais, depuis sa création, l'IFU a connu plusieurs modifications plus ou moins importantes dont l'avant dernière (2015) fera date dans la mesure où contrairement aux

précédentes, elle a agit dans trois directions essentielles par :

- Relèvement substantiel du seuil d'éligibilité à 30 000 000 DA soit 6 fois plus qu'avant !
- Extension du champ d'application aux personnes MORALES !
- Remplacement du contrat fixant le niveau d'activité entre l'administration fiscale et le contribuable (qui constitue le fondement de l'IFU) et naissance de son auto-liquidation

Avec cette loi de finances, force est de constater une nette évolution des rapports entre les parties concernées, car un véritable climat de confiance est institué entre l'administration et le contribuable, en laissant le soin à ce dernier de déclarer par lui-même son niveau de chiffre d'affaires prévisionnel et d'en liquider spontanément l'impôt correspondant, sous réserve de régularisation en cas de dépassement significatif, véritable innovation appelée «l'auto-liquidation de l'IFU».

En effet, ce n'est pas un simple toilettage, c'est plus qu'une réforme, c'est véritablement une RÉVOLUTION qui donne de la sérénité et qui met donc «out » un climat de «suspicion» ambiant.

Comment dans ces conditions ne pas souscrire globalement aux vertus de cette loi de finances majeure qui constitue le couronnement des nombreux réglages opérés depuis l'année 2007.

Toutefois, cette belle performance pêche par son manque de discernement et son simplisme, car comme on constate ci-dessous :

- que le seuil de 30 000 000 DA, est absolument exagéré dans la mesure où il ne tient pas compte de la réalité complexe

et disparate en terme de marges et de niveaux d'activité, que d'aucuns ont jugé inconsideré. En effet réduire des millions de contribuables à ce seul niveau de critère c'est méconnaître la réalité de la monographie des entrepreneurs économiques.

- Rendre éligibles les personnes morales à l'IFU, voici une mesure qui va à contre-sens de la transparence (but que s'assigne d'ordinaire l'administration fiscale), ce qui conduit ces sociétés à se considérer affranchies de l'obligation de tenue d'une comptabilité, alors que le code de commerce les y oblige en leur qualité de commerçants.

La stabilité est enfin au rendez vous, puisque l'IFU version 2015 semble s'installer dans le temps et nous rentrons de plain-pied dans la stabilité de la législation, garant d'une relance des affaires !

Oh que surprise ! même si l'on comprend bien l'urgence dictée par l'amenuisement des recettes fiscales, choisir l'année 2019 ne semble pas être un moment idoine au regard du climat socio-économique ambiant, pour ne pas dire politique à l'effet d'opérer des changements significatifs au système de l'IFU au risque de le vider de sa substance!

Qu'à cela ne tienne, il faut applaudir quand même les rattrapages opérés quant à :

- l'abaissement du seuil de 30 000 000 à 15 000 000 DA (ce dernier montant est probablement le produit d'hypothèses formulées par les experts de l'administration), ce qui est éminemment plus juste.
- l'exclusion des personnes morales de l'IFU, ouf !

Personnellement, je trouve ce rattrapage bien salubre et emprunt d'une grande humilité.

Les professions libérales sacrifiées

Cependant, il n'en sera pas de même pour la réintroduction de la déclaration contrôlée (régime du réel) pour les professions libérales qui les pénalisent lourdement car elles doivent justifier de leurs recettes, qui sont de très loin inférieures au seuil des 15 000 000 DA pour la quasi-totalité de cette population qui est désormais éjectée de l'IFU contrairement à ce qui a été retenu pour les activités commerciales.

Elles sont astreintes à justifier des frais professionnels et elles n'ont pas beaucoup lorsque leur cabinet est réduit à leur propre personne, tel est le cas du médecin, de l'avocat, du comptable etc.

La profession libérale est par définition le fruit d'un art, d'une technicité, d'une science... bref d'une cogitation cérébrale soumise à agrément par les services de l'Etat et d'une prestation de serment devant la cour.

En conséquence de quoi, ce retour à l'ancien régime (2003) qui n'était au demeurant qu'optionnel pour ceux effectivement, qui pouvaient se prévaloir d'un niveau d'activité, de revenus et de charges importants, était tel que ces contribuables y trouvaient de l'intérêt à y souscrire.

N'est ce pas une véritable régression dans les réformes et dans le discernement quant à la pertinence de ce régime fiscal à couloir unique pour ces professions ?

Mieux que ça, la cerise (je devrais dire l'arête sur le gâteau !) est le TAUX de l'IRG fixé à 26%, sur le bénéfice, autant dire sur le chiffre d'affaires lui-même (recettes professionnelles), auquel s'ajoute la TAP de 2% calculée sur la même base !

Dans le même temps le commerçant à revenus semblables au professionnel libéral, et presque dans les mêmes conditions sociaux

économiques n'est soumis qu'à l'IFU au taux de 12% sans autre formalités que celle de s'acquitter de son impôt !

Ya-t-il pas matière à s'interroger sérieusement sur cette situation pour le moins inédite, et qui est en parfaite rupture par rapport à la règle d'or énoncée par les textes en vigueur à savoir, que nous sommes égaux devant l'impôt selon la capacité contributive de chacun !

Une seule illustration simple suffit à nous montrer cette incongruité, soit un prestataire de services au chiffre d'affaires annuel de 1 000 000 DA TTC, l'IFU est de 12% soit 120 000 DA ; un professionnel libéral dont recettes professionnelles de 1 000 000 DA HT, la TAP de 2% soit 20 000 DA, IRG/BNC (1000 000-20 000-100 000 ^a) $\times 0,26=228\,800$ DA en ajoutant la TAP de 20 000= la charge de l'impôt est de 248 000 DA soit un taux cumulé de 24,8%.

(a) 100 000= frais 10% du chiffre d'affaires, pas de loyer il travaille chez lui.

La profession libérale est dans les mêmes conditions d'activité frappée lourdement de 24,8% alors que le commerçant l'est à hauteur de 12%, et il pèse sur le premier la justification et la tenue d'un registre des recettes et dépenses et les déclarations régulières à échéances précises G50 et la déclaration annuelle qu'il faut toutes, scrupuleusement respecter sous peine de pénalités ! le commerçant lui, le contrat forfaitaire établi de manière biennale, il ne reste plus qu'à payer son IFU.

Je n'alourdirais pas davantage, cette modeste que j'espère constructive contribution, en omettant volontairement de parler de la TVA (dont il y a matière à discussion) et de la cotisation sociale évoquées supra et qui relèvent d'un autre débat.

Le législateur a bien montré qu'il était à l'écoute des citoyens et en l'espèce, des contribuables, pour apporter les correctifs comme il vient de le faire en abaissant le seuil

La justesse des textes ainsi accomplie, il ne reste que la justice fiscale à l'endroit des professions libérales pour mettre fin à ce débat et entamer d'autres problématiques qui nous attendent en ce début de nouvelle décennie.

Expert-comptable
Commissaire aux comptes

CIDTA= code des impôts directs et taxes assimilées

- Article 282 bis création de l'IFU
- Article 282 ter champ d'application
- Article 282 quater et quinquies détermination de l'IFU
- Article 282 sexies fixation des taux
- Article 282 septies répartition budgétaire de l'impôt
- Article 282 octies exemptions et exonérations

- Modification par les articles 9, 12 et 13 de la loi de finances complémentaire 2008 (article 282 ter et septièmes du CIDTA).
- Modification par l'article 11 de la loi de finances complémentaire 2008 (article 282 septièmes du CIDTA)
- Modification par l'article 19 de la loi de finances 2009 (article 282 septièmes du CIDTA)
- Modification par l'article 12 de la loi de finances complémentaire 2009 (article 282 septièmes du CIDTA)
- Modification par l'article 14 de la loi de finances 2010 (article 282 ter du CIDTA)
- Modification par l'article 16 de la loi de finances 2011(article 282 ter du CIDTA)
- Modification par l'article 3 de la loi de finances complémentaire 2011 (article 282 ter du CIDTA)
- Modification par l'article 13 et 14 de la loi de finances 2015 (articles 282 bis, septièmes et octièmes du CIDTA)
- Modification par l'article 23 de la loi de finances 2017 (article 282 quater du CIDTA)
- Modification par l'article 8 de la loi de finances 2020 (articles 282 bis, ter, quater et quinquèmes du CIDTA)

Sourire 😊😏😏😏😏😏😏

Exclusivement pour les comptables

1. Question : Comment décrire un expert-comptable en une phrase en utilisant deux fois le verbe rigoler ?

Réponse : La plupart du temps il ne rigole pas et le reste du temps il ne rigole pas du tout 😏😏😏😏😏

2. Question : Qu'est-il arrivé au comptable qui est allé à l'école de droit?

Réponse : Maintenant, il est un usurier. 😏😏😏😏😏

3. Question : Comment appelez-vous un comptable corrompu?

Réponse : Directeur Financier 😏😏😏😏😏

Sourire 😊😏😏😏😏😏😏

Devinettes pour tous

1. Question : Quels sont les fruits que nous trouvons dans toutes les maisons ?

Réponse: Les coins et les murs. 😏😏😏😏😏

2. Qu'est-ce qui monte et descend mais ne bouge pas?

Réponse : La température. 😏😏😏😏😏

3. Qu'est-ce qui monte et ne descend jamais?

Réponse: Ton âge. 😏😏😏😏😏

4. Quelle est la différence entre un imbécile et un yaourt ?

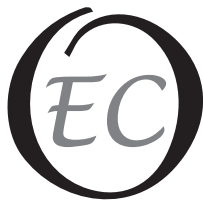
Réponse: Au bout de quelque temps, le yaourt développe une certaine forme de culture. 😏😏😏😏😏

5. Comment sait-on que les carottes sont bonnes pour la vue ?

Réponse: Parce qu'on n'a jamais vu un lapin porter des lunettes. 😏😏😏

6. Qu'est-ce qui est né blanc, mais s'il tombe sur le sol, il devient jaune?

Réponse: l'œuf 😏😏😏😏😏



الشعبية الجمهورية الجزائرية الديمقراطية
RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

المصنف الوطني للخبراء المحاسبين
ORDRE NATIONAL DES EXPERTS-COMPTABLES

(Régé par la loi 10-01 du 29 juin 2010 et le décret n°11-25 du 27 Janvier 2011)

**RAPPORT DE SYNTHÈSE ET RECOMMANDATIONS SUR LES TRAVAUX
DU 5^e CONGRES DE L'ORDRE NATIONAL DES EXPERTS-COMPTABLES
ORGANISÉ SOUS LE HAUT PATRONAGE DE M. LE MINISTRE DES FINANCES
les 12 et 13 décembre 2018 à l'Hôtel El-Aurassi, Alger**

**THÈME
«L'EXPERT-COMPTABLE, UNE PROFESSION EN MUTATION»**

Alger, le 20 janvier 2019

ORDRE NATIONAL DES EXPERTS-COMPTABLES, HAÏ EL-DJORF, BAT 08 N° 01, BAB-EZZOUAR, ALGER

SOMMAIRE

I - PROGRAMME DU CONGRÈS	39
II - PARTICIPATION DES PROFESSIONNELS	41
III - ALLOCUTIONS D'OUVERTURE	41
IV – SYNTHÈSE DE LA COMMUNICATION ET DES INTERVENTIONS DU PREMIER PANEL	43
V – SYNTHÈSE DE LA COMMUNICATION ET DES INTERVENTIONS DU SECOND PANEL	44
VI – SYNTHÈSE DE LA COMMUNICATION ET DES INTERVENTIONS DU TROISIÈME PANEL	45
VII – SYNTHÈSE DES INTERVENTIONS DÉDIÉES AUX ATELIERS	46
1. Synthèse des interventions du premier atelier	46
2. Synthèse des interventions du second atelier	47
3. Synthèse des interventions des représentants de BNP PAIBAS et de la BDL	47
VIII – RECOMMANDATIONS	48

I - PROGRAMME DU CONGRÈS

Le contenu du programme ci-après a été scrupuleusement respecté au cours de ces deux journées. La modération du congrès a été assurée par **M. Abdelkrim BOUHOUCHE**, Expert-comptable, Membre de l'Ordre national et **MM. Mohamed HAMDI**, Expert-comptable, Membre du Conseil national de l'Ordre national et **Mohamed El-Habib MERHOUM**, Expert-comptable, Membre de l'Ordre national ont été désignés co rapporteurs du congrès.

APRÈS-MIDI DU MERCREDI 12 DÉCEMBRE 2018	
13h 00 - 14h 00	INSCRIPTIONS ET ACCUEIL
ALLOCUTIONS DE BIENVENUE ET D'OUVERTURE	
14h 00 - 14h 30	<ul style="list-style-type: none"> - Allocution de bienvenue prononcée par M. Rabah TAFIGHOULT, Président du Conseil National de l'Ordre National des Experts-comptables ; - Allocution et proclamation de l'ouverture du Congrès prononcées par M. Abderrahmane RAOUYA, Ministre des Finances ou son représentant.
PANEL N° 1 : ÉVOLUTION DES MISSIONS DE L'EXPERT-COMPTABLE	
14h 45 - 15h 45	<p>Communication, de quinze (15) minutes, de M. Arezki MAHIOUT, Expert-comptable, Conseil supérieur de l'Ordre des Experts-comptables de France;</p> <p>Débats de quarante (40) minutes autour d'une table ronde modérée par M. Khaled BELLOUL, Expert-comptable, Membre du Conseil national de l'Ordre National, avec la participation de Madame et Messieurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Leila El ANDALOUSSI, Expert-comptable, Membre du Conseil de l'Ordre des Experts-Comptables du Maroc ; - Arezki MAHIOUT, Expert-comptable, Conseil supérieur de l'Ordre des Experts-comptables de France ; - Vickson NCUBE, Chief Executive Officer, Pan African Federation Accountants (PAFA) ; - Nourredine YAH, Expert-Comptable, Membre de l'Ordre national ; - Salah Eddine ZAHAF, Expert-Comptable et Président de l'Ordre des Experts-comptables de Tunisie.
PANEL N° 2 : LE NUMÉRIQUE À NOTRE PORTE, DÉFI OU CONTRAINTE ?	
15h 45 - 16h 45	<p>Communication, de quinze (15) minutes, de M. Ali KAHLANE, Expert en Technologie de l'Information et de la Communication (TIC) ;</p> <p>Débats de quarante (40) minutes autour d'une table ronde modérée par M. Abderrahmane Mohamed Lamine ZITOUNI, Expert-comptable, Membre de l'Ordre National, avec la participation de Messieurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Walid BELAHMAR, Business Development Senior Specialist SAP North West Africa ; - El Hachimi BENALI, Directeur Général de CM CONSULTING ; - Lakhdar BENSALAM, Expert-Comptable, Membre de l'Ordre National ; - Ali KAHLANE, Expert en Technologie de l'Information et de la Communication (TIC).
16h 45 - 17h 15	PAUSE-CAFÉ

PANEL N° 3 : PRÉALABLES À LA RÉUSSITE DE LA MUTATION	
17h 15 - 18h 15	<p>Communication, de quinze (15) minutes, de M. Chakib BOULAHDOUR, Expert-comptable, Membre du Conseil national de l'Ordre National ;</p> <p>Débats de quarante (40) minutes autour d'une table ronde modérée par M. Lakhdar SENEINA, Expert-comptable, Membre du Conseil national de l'Ordre National, avec la participation de Messieurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Kamel AIDER, Secrétaire général du Conseil National de la Comptabilité ; - Chakib BOULAHDOUR, Expert-comptable, Membre du Conseil de l'Ordre National; - Jean BOUQUOT, Président de la Compagnie Nationale des Commissaires aux comptes de France ; - Rabah BOUSSAID, Expert-comptable, Président de la commission de formation du CNC ; - Mohand Larbi Ikram CHIKHI, Expert-comptable, Président de la Commission de contrôle qualité ; - Lefaria KINIMI, Member Body Development and Relations Manager, Pan African Federation Accountants (PAFA).
20h 30 - 23h 30	SOIRÉE DÎNATOIRE
MATINÉE DU JEUDI 13 DÉCEMBRE 2018	
08h 30 – 09h 00	ACCUEIL DES INVITÉS ET DES PARTICIPANTS
ATELIER N° 1 : L'EXPERT-COMPTABLE, EXPERT-CONSEIL DE L'ENTREPRISE (en simultané avec l'atelier n° 02)	
09h 00 - 10h 00 (1er passage)	<p>Atelier modéré par Mme Nora BOUAFIA, Expert-comptable, Membre de l'Ordre National et animé par M. Merouane SLIMANI, Expert-comptable, Membre de l'Ordre National.</p> <p>L'atelier sera clos par Mme Nawal ABDELAZIZ Représentante de la Banque (BNP PARIBAS) avec une communication de quinze (15) minutes.</p>
ATELIER N° 2 : L'EXPERT-COMPTABLE, A L'ÈRE DU NUMÉRIQUE (en simultané avec l'atelier n°01)	
09h 00 - 10h 00 (1er passage)	<p>Atelier modéré par M. Amar MESKINE, Expert-comptable, Membre de l'Ordre National et animé par M. Khaled KAID, Expert-consultant, Formateur e-learning.</p> <p>L'atelier sera clos par le Représentant de la Banque (BDL) avec une communication de quinze (15) minutes.</p>
10h00-10h30	PAUSE-CAFÉ
10h30-11h30 (2e passage)	<p>ATELIER N° 1 : L'EXPERT-COMPTABLE, EXPERT-CONSEIL DE L'ENTREPRISE</p> <p>ATELIER N° 2 : L'EXPERT-COMPTABLE, A L'ÈRE DU NUMÉRIQUE</p>
11h30-11h45	Lecture des conclusions et recommandations par Messieurs les Co rapporteurs du Congrès

11h45-12h00	Allocution de clôture de M. Rabah TAFIGHOULT , Président du Conseil National de l'Ordre National
--------------------	---

II - PARTICIPATION DES PROFESSIONNELS

La participation des professionnels à cet évènement est appréciable. Les deux cent quatre-vingts (280) congressistes présents sont répartis comme suit :

Catégorie	Professionnels				Total
	E.C.	C.A.C.	C.A.	Directeur et Cadre	
Participants					
Nationaux	96	41	02	06	145
Étrangers	01	0	0	01	02
Invités					
- Membres des Conseils nationaux	11	14	01	0	26
- Présidents des Commissions	05	0	0	0	05
- Membres du comité d'organisation	05	0	0	0	05
- Ex- Présidents de conseils nationaux	02	03	0	0	05
- Administratifs du C.N.C.	0	0	0	10	10
- Intervenants	02	0	0	4	06
- Partenaires étrangers	06	01	0	2	09
- Lauréats à l'examen d'expertise comptable	17	0	0	0	17
- Partenaires nationaux (Sponsors)	0	0	0	50	50
Total	145	59	03	73	280

Étaient également présents Monsieur le Secrétaire Général du Conseil National de la Comptabilité ainsi que Messieurs les Représentants de M. le Ministre des Finances au sein des Conseils Nationaux de l'Ordre National des Experts-Comptables et de la Chambre Nationale des Commissaires aux Comptes.

Les entreprises partenaires de l'Ordre National des Experts-Comptables étaient représentées, soit par leur Directeur Financier, soit par un cadre financier.

L'après-midi de la journée du mercredi 12 décembre 2018 a été consacrée aux allocutions d'ouverture et aux trois panels dont voici la synthèse.

III - ALLOCUTIONS D'OUVERTURE

Dans son allocution d'ouverture, **M. Rabah TAFIGHOULT**, Président du Conseil national de l'Ordre National des Experts-Comptables, a d'abord souhaité la bienvenue à l'assistance, notamment aux délégations étrangères invitées à ce congrès, et plein succès à ce grand événement dont l'importance pour la profession et le pays n'échappe à personne, avant d'en présenter les grandes lignes.

Le métier d'expert-comptable a connu ces dernières années des mutations majeures avec l'avènement de techniques nouvelles telles que «la numérisation, la digitalisation et la dématérialisation, une réalité qui sera désormais enracinée dans nos mœurs professionnelles et non une simple mode passagère», a souligné le président de l'ONEC.

D'où l'urgence qu'il y a à mettre la profession au diapason de ce qui se fait à l'international, notamment par l'évolution des missions et l'introduction des technologies de l'information et de la communication (TIC) qui se traduit, entre autres, par «la dématérialisation de tous les documents, en dépit des obstacles que l'opération peut rencontrer».

La numérisation des documents financiers va permettre en effet aux partenaires économiques nationaux et étrangers un accès plus aisé à l'information, avec une meilleure visibilité, et, du coup, accélérer la prise de décision. « Ces évolutions nous imposent donc de changer nos pratiques et d'actualiser nos connaissances de base (...) Et pour réussir ces évolutions et mutations, nous devons nous adapter à œuvrer plus pour aller de l'avant afin de maintenir, sinon renforcer la confiance avec nos partenaires ».

La parole est ensuite donnée au représentant de Monsieur le ministre des Finances, **M. Mohamed Larbi GHANEM**, Directeur Général de la Comptabilité du ministère des Finances, qui s'est focalisé sur l'évolution des données socio-économiques et la nécessité de la maîtrise et la qualité de l'information financière. Il a ensuite mis l'accent sur l'intérêt qu'attachent les pouvoirs publics aux hommes de la profession, notamment les experts-comptables, qu'ils attendent de voir s'investir davantage dans la sphère de la décision économique et financière, accompagner par leur savoir-faire les sociétés et les investisseurs dans la mise en œuvre de leurs projets d'investissement et garantir du coup la qualité de l'information financière. Ce faisant, ils vont concourir à sécuriser les gestionnaires et booster la gouvernance de nos entreprises, n'a-t-il pas manqué de préciser.

M. Mohamed Larbi GHANEM a rappelé également les contributions du Conseil national de la comptabilité, caractérisées par la promulgation des textes régissant le droit comptable en Algérie et les textes subséquents (loi 10-01 régissant la profession comptable, loi 07-11 portant Système Comptable Financier, décisions relatives aux normes algériennes d'audit (NAA). Ce qui a permis d'assainir la profession et débloquer la situation des stagiaires.

Et toujours dans ce même volet, il a fait savoir que les travaux de révision de la loi 10-01 relative aux professions d'expert-comptable, de commissaire aux comptes et de comptable agréé sont en voie d'achèvement. Un projet de loi est en effet en préparation alors qu'un groupe de travail chargé de réviser le SCF a été parallèlement mis en place par monsieur le ministre des Finances.

Un autre chantier est ouvert, a-t-il ajouté, celui de la réforme de la comptabilité publique par l'introduction de normes IPSAS préconisées par la nouvelle loi organique de finances.

Le représentant des pouvoirs publics a par ailleurs relevé le déficit enregistré en matière d'experts-comptables inscrits au tableau de l'Ordre et dont le nombre à l'échelle nationale se résume à trois cent quatre (304) personnes physiques et cinq (5) personnes morales, ce qui «demeure très insuffisant pour couvrir les besoins de l'économie nationale, prendre en charge les stagiaires qui arrivent des universités et soutenir l'État dans la réforme déjà engagée de la comptabilité publique qui vise le passage de la comptabilité de caisse à une comptabilité d'engagement». «Cette corporation, à l'instar des autres catégories professionnelles, doit être soutenue à l'effet

de faire progresser sa composante en encourageant les jeunes stagiaires à suivre une formation permanente et de qualité».

M. Mohamed Larbi GHANEM a tenu enfin à souligner que ce déficit est si important que l'Institut de formation d'experts-comptables et CAC, dont le lancement est imminent, ne saurait permettre à lui seul de le résorber. D'où la nécessité de recourir à la formation professionnelle pour la formation des comptables et d'introduire la formation des experts-comptables et des commissaires aux comptes dans l'enseignement supérieur.

IV – SYNTHÈSE DE LA COMMUNICATION ET DES INTERVENTIONS DU PREMIER PANEL

Au sein du premier panel dédié à «l'évolution des missions de l'expert-comptable», **M. Arezki MAHIOUT**, expert-comptable membre du Conseil supérieur de l'Ordre des experts-comptables de France, a constaté que les clients, confrontés qu'ils sont à la mutation de l'économie, se rapprochaient des experts-comptables pour leur demander de les accompagner, ce qui implique la mutation des experts-comptables eux-mêmes. En effet, bien que les experts-comptables soient protégés par la réglementation, du fait de leur monopole sur l'exercice de la profession, leur survie passe forcément par cette mutation.

Il a souligné l'importance que les pouvoirs publics accordent aux experts-comptables dont ils n'ignorent pas la relation de confiance qu'ils entretiennent aussi bien avec l'entreprise qu'avec les tiers (banques, douanes, administration fiscale etc.). Dès lors, il revient à l'expert-comptable, qui n'est autre qu'un chef d'entreprise, d'étendre son périmètre d'intervention pour se voir confier par ses clients le mandat implicite d'exécuter des paiements en leur lieu et place et d'assurer la gestion déléguée de l'entreprise.

La mutation de l'expert-comptable ne s'arrête pas là, il peut aussi améliorer son efficacité par la facturation des honoraires de succès (success fees), comme il doit gérer la révolution numérique. Il lui faut en effet se distinguer, se différencier, passer de l'expert-comptable confiance à l'expert-comptable croissance et se positionner à l'international pour être reconnu, ce qui passe par l'adhésion aux organismes internationaux tel que l'IFAC, votre institution ordinaire est déjà membre de Pan African Federation Accountants (PAFA) de la Fédération Internationale Des Experts-comptables et commissaires aux comptes Francophones (FIDEF). Comme on peut le voir, il s'agit là d'une mutation en profondeur.

Le modérateur du panel, **M. Khaled BELLOUL**, expert-comptable, membre du Conseil de l'Ordre national, a interpellé **M. Noureddine YAH**, expert-comptable, membre de l'Ordre national, sur la situation de la profession comptable en Algérie.

Dans sa réponse, **M. Noureddine YAH** a rappelé que celle-ci est encadrée par des dispositions juridiques et réglementaires qui définissent les missions de l'expert-comptable (tenue, audit contractuel, audit légal et commissariat aux apports), faisant que dans la pratique, la mission principale de l'expert-comptable est le commissariat aux comptes et que faute de mesures contraignant les clients à se faire assister d'un expert-comptable Conseil, on se retrouve à vivre cette situation des plus regrettables qui fait qu'ils ne s'intéressent guère à l'expert-comptable. En d'autres termes, l'absence d'un marché normalisé empêche la profession d'expert-comptable d'évoluer.

Pour y remédier, **M. Noureddine YAH** réclame d'étendre la mission de l'expert-comptable à l'élaboration des actes de constitution des sociétés et appelle à l'instauration d'un organe chargé d'apprécier et délimiter la profession d'expert-comptable et d'en combattre l'exercice illégal.

M. Slaheddine ZAHAF, Président de l'Ordre des experts-comptables de Tunisie, a donné un aperçu historique sur la profession de son pays dont l'Ordre existe depuis 1983. La mission du commissariat aux comptes et du commissariat aux apports y est définie par les textes, mais la mission de l'expert-comptable est plus large (tenue, audit, fiscalité, évaluation, consolidation et conseil). Avant de parler de mutation, il faut sauvegarder notre champ d'intervention, qui est menacé par d'autres intervenants, a-t-il ajouté. Il a mis en garde contre le fait que d'autres corporations peuvent naître pour s'emparer de certaines missions dévolues à l'expert-comptable (conseillers fiscaux, financiers...), d'où l'urgence qu'il y a de se préoccuper de la protection du périmètre d'intervention de l'expert-comptable par rapport à d'autres intervenants informels.

Pour passer le cap de la digitalisation, il a rappelé la nécessité de s'organiser en interne dans nos cabinets et de développer le rôle d'expert-conseil qui est le nôtre pour mieux accompagner nos clients en prévision de cette mutation. Se distinguer oui, mais il faut être multidisciplinaire pour mieux accompagner nos clients, a-t-il préconisé. Enfin, il a exprimé la volonté de nos confrères en Tunisie d'accueillir des experts-comptables stagiaires algériens dans le cadre d'accords bilatéraux.

M. Vickson NCUBE, Chief Executive Officier de la Pan African Federation of Accountants (PAFA) a défendu la cause de l'expert-comptable africain qui doit prendre sa place dans son environnement socio-économique. Les organisations des États membres de l'Union africaine doivent constituer un front unique pour renforcer le rôle de l'expert-comptable de veiller à la sauvegarde des entités économiques. En ce sens, l'expert-comptable doit jouer un rôle sociétal.

V – SYNTHÈSE DE LA COMMUNICATION ET DES INTERVENTIONS DU SECOND PANEL

Le second panel, qui s'est penché sur la problématique « le numérique à notre porte, défi ou contrainte ? », a mis la lumière sur les défis et contraintes d'application des nouvelles technologies de l'information et de la communication en Algérie. Le domaine étant surtout technique, il a été fait appel à **M. Ali KAHANE**, Expert en Technologies de l'Information et de la Communication (TIC), qui a présenté l'état d'avancement dans notre pays en matière d'application de ces technologies dont la situation n'est pas alarmante selon les indices de développement des TIC, de maturité du numérique et de développement du e-gouvernement, rappelant au passage que l'Algérie est le pays le plus fibré en Afrique et que l'utilisation des réseaux sociaux par les ménages et les entreprises y est importante. Il a précisé qu'il s'agit là d'une énergie numérique qu'il faut exploiter d'une manière rationnelle.

Les débats du 2e panel, modéré par **M. Abderrahmane Mohamed Lamine ZITOUNI**, expert-comptable, membre de l'Ordre National, se sont focalisés sur des idées innovantes.

M. Walid BELAHMAR, spécialiste en développement du business SAP North West Africa, note que le numérique est le présent. Quid du futur ? Certes, des métiers vont disparaître, a-t-il annoncé, et leurs tâches seront confiées à l'ordinateur, mais il ne faut pas voir cela d'un mauvais œil car l'homme aura plus de temps à consacrer à d'autres tâches plus conceptuelles. Et c'est là une aubaine qu'il faudra saisir pour en tirer profit.

M. Lakhdar BENSALAM, expert-comptable, membre de l'Ordre National, note que l'appropriation de l'outil informatique par les cabinets d'expertise comptable accentue la qualité et influe positivement sur la productivité. Cela étant, il a mis l'accent sur l'obligation de réaménager le cadre juridique, qui doit forcément suivre cette évolution, rappelant que la réglementation actuelle régissant la tenue de la comptabilité, en utilisant l'outil informatique s'accommode des petits logiciels mais ne s'est pas encore approprié les ERP. Pour preuve, aucun texte ne traite de l'audit assisté par l'outil informatique.

M. El Hachemi BENALI, Directeur général de CM Consulting, souligne l'absence d'organisme habilité à certifier la conformité des logiciels de tenue de comptabilité au texte de référence et que ce sont les éditeurs qui s'engagent quant à l'authenticité des logiciels commercialisés aux conditions réglementaires. Or, un logiciel ne doit en aucun cas être certifié par son concepteur, a-t-il rappelé. Il faut donc prévoir un cadre légal pour la naissance d'une instance de certification reconnue.

Mme Leila EL ANDALOUSSI, expert-comptable, membre du Conseil des experts-comptables du Royaume du Maroc, a fait un bref historique sur la profession au Royaume. L'Ordre des experts-comptables a le monopole de la certification des comptes, alors que la tenue de la comptabilité est confiée aux membres de l'Organisation de comptables agréés. Le précurseur en matière de numérisation au Maroc est l'Administration, les entreprises, accompagnées de leurs experts-comptables, ayant été obligées de lui emboîter le pas. Elle a attiré l'attention sur le fait que la numérisation n'exclue pas le rôle de l'expert-comptable. Certes, le client a besoin de sa plateforme numérique mais il fait confiance d'abord à son expert-comptable, a-t-elle rappelé. Elle a enfin mis l'accent sur la nécessité d'innover pour réussir cette mutation vers le numérique.

VI – SYNTHÈSE DE LA COMMUNICATION ET DES INTERVENTIONS DU TROISIÈME PANEL

Le troisième panel a mis l'accent sur « Les préalables à la réussite de la mutation ». **M. Chakib BOULAHDOUR**, expert-comptable, membre du Conseil de l'Ordre National, estime que la formation est un préalable fondamental pour réussir cette mutation, rejoignant du coup l'avis du représentant des pouvoirs publics sur la nécessité de revoir les programmes de formation professionnelle et universitaire en introduisant les innovations en matière du numérique. Il a également fait référence à des facteurs endogènes (éthique, compétence, responsabilité et engagement citoyen du professionnel) et exogènes (la réglementation, sensibilisation des entreprises et la complicité des autorités judiciaires).

Les débats du troisième panel modéré par **M. Lakhdar SENEINA**, expert-comptable, membre du Conseil de l'Ordre National, ont traité des riches idées.

M. Kamel AIDER, secrétaire général du Conseil National de la Comptabilité, a rappelé la nécessité d'adapter la profession au contexte économique national et international. Les statistiques montrent le vieillissement de la composante humaine de la corporation des experts-comptables (45% de la population entre 60 et 70 ans et 20% entre 70 et 90 ans). Pour pérenniser la profession, il est vital de penser à la relève, d'accélérer le lancement de l'institut de formation des experts-comptables et des commissaires aux comptes et d'en faire une École d'excellence.

M. Rabah BOUSSAID, expert-comptable, membre de l'Ordre national et Président de la Commission de formation, fait référence à la tendance de vieillissement des professionnels experts

comptables et leur nombre trop limité (304 experts-comptables pour une population de 42 millions d'habitants). Cela nécessite des voies et des moyens pour la formation des experts-comptables. La formation est primordiale pour faire face à une concurrence internationale acharnée du fait de la mondialisation dont les principaux impacts est le libre échange des biens et services, dont le service de la comptabilité. Les grandes lignes de formation selon lui sont : la formation de base, au niveau universitaire, la formation professionnelle, dans les instituts, la formation pratique, par le biais de stages, et la formation continue, qui doit avoir un caractère obligatoire par le contrôle qualité. Autant de parcours à travers lesquels il faut divulguer la digitalisation.

M. Jean BOUQUOT, Président de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes de France, rappelle que nous vivons là la 4e révolution industrielle dans laquelle les institutions ont un grand rôle à jouer, en ce sens qu'elles ont le devoir d'apporter de nouvelles idées pour projeter l'avenir de la profession. Mais s'intéresser à la technique n'implique pas d'oublier le monde relationnel. Cette révolution industrielle exige de nous de définir une stratégie et de savoir où on va, comment y aller et avec quels moyens. Certes, ces bouleversements numériques présentent des menaces, mais ils offrent aussi plusieurs opportunités qu'il faut saisir.

M. Lefaria KINIMI, Member Body Development and Relations Manager, Pan African Federation Accountants (PAFA), après une brève présentation de cet organisme qui englobe 53 ordres des pays africains, souligne que l'Afrique doit rattraper le retard en matière de digitalisation. Il a insisté sur la formation d'un expert-comptable en lui offrant une éducation adossée une idéologie reposant sur l'éthique.

M. Mohand Larbi Ikram CHIKHI, expert-comptable, membre de l'Ordre Nationale et Président de la commission de contrôle qualité, souligne que le contrôle qualité est un gage et un préalable de la mutation de l'expert-comptable. Il rappelle que les articles 18 et 19 de la loi 10-01 stipulent que l'expert-comptable prodigue des conseils économiques à son client. Il faut donc étendre les missions de l'expert-comptable pour remplacer les missions classiques banalisées par la numérisation. Le cabinet est une entreprise comme les autres et le client fait appel à la concurrence. Il faut donc harmoniser les procédures des experts-comptables et améliorer la qualité de sa prestation. Enfin, il a fait savoir que la commission de contrôle qualité a préparé des outils à divulguer auprès des professionnels après homologation.

VII – SYNTHÈSE DES INTERVENTIONS DÉDIÉES AUX ATELIERS

La matinée de la journée du jeudi 13 décembre 2018 a été consacrée aux deux ateliers. Le premier avait pour thème : *«L'expert-comptable, expert-conseil de l'entreprise»* et le second a traité la problématique : *«L'expert-comptable, à l'ère du numérique»*.

1. Synthèse des interventions du premier atelier

La modératrice du premier atelier, **Mme Nora BOUAFIA**, expert-comptable, Membre de l'Ordre National, a pris la parole pour faire une brève intervention sur le rôle que doit jouer l'expert dans le domaine du conseil. Dans ce sillage, elle a interpellé **M. Merouane SLIMANI**, expert-comptable, membre de l'Ordre national, sur la nécessité voir l'urgence pour que le professionnel investisse pleinement l'activité de conseil, qui à présent demeure le maillon faible du plan de charge de l'expert-comptable, tout en rappelant que l'exercice de cette activité est consacrée par l'article 19 de la loi 10-01 du 29 juin 2010, relative aux professions d'expert-comptable, de commissaire aux comptes et de comptable agréé.

Dans sa réponse, **M. Merouane SLIMANI** a rappelé les dispositions juridiques et réglementaires qui définissent les missions de l'expert-comptable, en faisant lecture de l'article 19 de la loi 10-01 du 29 juin 2010, relative aux professions d'expert-comptable, de commissaire aux comptes et de comptable agréé «L'expert-comptable est seul habilité à procéder à l'audit financier et comptable des sociétés et organismes. Il est habilité à prodiguer des conseils aux sociétés et organismes en matière financière, sociale et économique». Selon lui, le domaine d'intervention de l'expert-comptable est très large, néanmoins dans la pratique, le rôle d'assistance et de conseil se trouve peu développé, du fait que les opérateurs économiques et investisseurs ne donnent pas trop d'importance à l'aspect conseil, mais aussi de l'absence d'un ancrage juridique rendant obligatoire la désignation d'un expert conseil.

À la fin de son intervention, l'on a assisté à de vifs débats enrichis par les expériences des participants dans le domaine de conseil, sur cette question l'assistance est unanime pour insister sur la nécessité de mise à niveau des professionnels en instituant un amendement de loi pour rendre la formation obligatoire, seul moyen pour hisser le niveau des professionnels dans le domaine de conseil.

2. Synthèse des interventions du second atelier

La thématique posée dans le deuxième atelier : «L'expert-comptable, à l'ère du numérique » a suscité un engouement de la part des professionnels. Le modérateur **M. Amar MESKINE**, expert-comptable, membre de l'Ordre national, après une brève allocution sous forme d'interrogations sur la révolution numérique et son évolution rapide, a saisi l'opportunité de la présence de **M. Khaled KAID**, expert-consultant, formateur e-learning pour lui poser un certain nombre de questions, telles que, la formation en numérique, le stockage des informations, la sécurisation des données, système interface, etc.

Selon **M. Khaled KAID**, expert-consultant, formateur e-learning, la mutation du métier de l'expert-comptable passe également par la maîtrise des technologies de l'information et la formation dans le domaine du numérique. Il a considéré que l'avenir du métier de l'expert-comptable est tributaire de «la révolution numérique» que doit mener ces professionnels.

La digitalisation de leur métier permettra de réduire les coûts, de gagner de l'espace, d'améliorer leur performance, de mieux stocker, sécuriser, contrôler et analyser les données, explique-t-il.

Les solutions digitales dédiées aux professionnels de la comptabilité, doivent être suivies par l'adaptation de la législation algérienne au contexte numérique international en accélérant notamment la dématérialisation des documents comptables et la mise en œuvre de la signature électronique.

L'organisation des cabinets va devoir être modernisée, l'enjeu pour y parvenir est plus humain que technique, c'est une véritable révolution des mentalités que nous allons vivre, la profession d'expertise-comptable n'a pas le choix, elle devra suivre l'évolution.

3. Synthèse des interventions des représentants de BNP PARIBAS et de la BDL

Les deux ateliers ont été clos par les communications de **Mme Nawel ABDELAZIZ** représentante de la Banque BNP PARIBAS et de **M. Khalil REZGUI** représentant de la Banque de Développement Local (BDL) qui ont axé leurs interventions sur l'expérience de leurs banques respectives dans le

domaine du numérique, selon eux, la banque joue un rôle moteur dans la sphère économique, la numérisation des informations financières facilitera la tâche aux professionnels de la comptabilité, leur permettant d'avoir accès à des données d'une manière instantanée par le biais d'un système d'interface. Ils pourront ainsi procéder à plusieurs opérations, depuis leurs cabinets, sans se déplacer à l'agence bancaire.

VIII – RECOMMANDATIONS

Pour réussir la mutation de la profession de l'expert-comptable, les actions ci-après sont nécessaires :

Au niveau de la formation

- Activer le lancement de l'Institut d'Enseignement Spécialisé de la Profession Comptable, École d'excellence de formation des experts-comptables ;
- Améliorer les cursus académiques universitaire et professionnel ;
- Revoir l'organisation des stages professionnels ;
- Donner un caractère obligatoire à la formation continue.

Au niveau du contrôle qualité

- Développer une culture managériale du cabinet et chercher à innover d'autres métiers ;
- Harmoniser les méthodes de travail en vue d'une amélioration qualitative des missions de l'expert-comptable ;
- Vulgariser auprès des professionnels les outils préparés par la Commission de contrôle qualité.

Au niveau des textes régissant la profession

- Promulguer ou actualiser les textes pour conférer un caractère obligatoire à la formation continue ;
- Réaménager le cadre juridique nécessaire à l'évolution du numérique (signature électronique, sécurisation des données, la cybercriminalité et les modalités de tenue et d'audit des états financiers) ;
- Réviser les textes régissant la profession pour étendre le champ d'intervention de l'expert-comptable (établissement des actes des sociétés commerciales, honoraires de succès, etc.).

Au niveau des préalables à la mutation

- Les bouleversements numériques présentent des menaces mais ils offrent plusieurs opportunités qu'il faut saisir.
- Il faut dissiper toute forme de résistance au changement et se mettre à niveau pour passer ce cap.
- Se doter de moyens techniques pour faire face à cette mutation.

Les Rapporteurs du congrès, Messieurs :

- **Mohamed HAMDI**, Expert-comptable, membre du Conseil de l'ordre national ;
- **Mohamed El Habib MERHOUM**, membre actif de l'Ordre National.



Quelques photos prises lors du 5^e congrès de l'ONEC





Cité des 498 Logements Bt 08 N°01 Hai El Djorf - Bab Ezzouar

Tél./ Fax : 021 24 16 92 / 021 24 76 65

contact@cn-onec.dz

www.cn-onec.dz